

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

N°194 - novembre 2009 - 2,50 euros

L' Etat fait chier, ouais !



POITIERS DANS TOUS SES ÉCLATS

L'ADN EN PROCÈS

DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Comment fonctionne *Courant Alternatif* (C.A.) ?

Un week-end par mois, une **Commission-Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.**

COMMENT CONTACTER l'Organisation Communiste Libertaire ?

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

BRETAGNE
Clé des Champs
(ne pas mentionner OCL)
B.P. 20912, 44009 *Nantes* cedex 1
oclnantes@free.fr
Saint-Nazaire
ocl.st-nazaire@wanadoo.fr

BOURGOGNE
oclsens@yahoo.fr

CENTRE
La Commune, B.P. 1228
45002 *Orléans* cedex

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 *Toulouse*
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 *Boulogne s/mer* cedex

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o Égrégore, B.P. 1213
51058 *Reims* cedex

NORMANDIE
CRAS, B.P. 5164
14075 *Caen* cedex
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
Acratie, BP 23, 64130 *Mauléon*
ocl-eh@orange.fr

POITOU
OCL-Poitou@orange.fr

RHONE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie,
4 rue Bodin 69001 *Lyon*
ocl-lyon@laposte.net
Valence
ocl-valence@hotmail.fr

SUD-EST
La Galère, BP 74217,
06131 *Grasse* cedex

Écrire au journal pour : Figeac

OCL c/o Egregore
BP 1213 – 51058 Reims cedex
Courriel : oclibertaire@hotmail.com

pour S'ABONNER à C.A.

Abonnement 1 an (10 numéros + 2 hors série)
30,00 euros

Sans les numéros spéciaux ... ... 25 euros
Tarif réduit ... ...18 Euros
(pour toutes sortes de fauché-e-s)
Abonnement de soutien ... ...plus de 30 Euros
Abonnement à l'essai (3 n^os^) ... ... 5 Euros

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :
2 ex. ... ... 45 Euros
3 ex. ... ... 65 Euros
5 ex. ... ... 100 Euros
10 ex. ... ... 180 Euros

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égrégore, B.P. 1213 – 51058 Reims cedex
Pour tout abonnement international :
N° IBAN : FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060
N° BIC : CMCIFR2A Pour tout paiement postal indiquer comme ordre EGREGORE

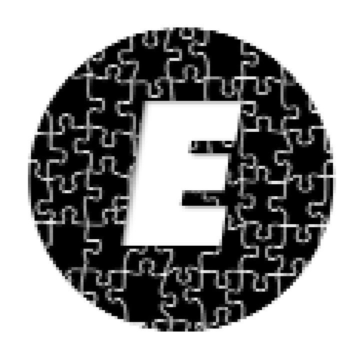
Site web :
http://oclibertaire.free.fr/

Sommaire

Ce numéro a été préparé dans **le Poitou**
La commission journal de **novembre**
aura lieu **à Paris**

Courant Alternatif
NOVEMBRE 2009
Com. par. : 0610G86750
Mensuel
Communiste Libertaire
Correspondance :
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex

Pour les seules obligations légales :
Dir. publication :
Nathalie Federico
Imprimerie :
Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé



DITO



Alertez les bébés !

Mince, d'après une étude diffusée en juillet par la banque américaine Morgan Stanley et qui a paraît-il fait le tour du monde, « La Jeunesse » serait à la fois accro aux nouveaux médias… et peu décidée à payer pour en avoir l'usage.

Un ado de 15 ans qui effectuait un stage dans cette institution de Wall Street a été chargé de rédiger une note sur ses habitudes de consommation médiatique et celles de ses copains ; et son « étude », quoique ne reposant sur aucune donnée fiable ni statistique, a déclenché sitôt connue un déluge de courriels d'investisseurs – ravis d'en savoir plus sur une clientèle considérée comme l'avant-garde de la révolution technologique, mais assez inquiets devant les « révélations » faites. En effet, selon le stagiaire, ses copains et lui vont sur des sites où ils peuvent créer leurs propres listes de titres, qu'ils écoutent en streaming ; utilisent leur accès à Internet sur leur ordinateur ou leur console de jeux pour discuter sur Facebook, communiquant autrement par SMS avec leur téléphone mobile ; n'achètent jamais de CD, mais téléchargent vidéos et musique sur des sites de partage de fichiers ; écoutent peu la radio, regardent la télé juste pour leur série favorite et ne lisent que les gratuits de la presse écrite.

Commentaire effaré d'un analyste de Morgan Stanley : « ls ne semblent plus percevoir la valeur des biens ! » Dès lors, grand questionnement dans les hautes sphères financières et marchandes : ces jeunes auront-ils changé, une fois entrés dans la vie active… et seront-ils enfin prêts à payer ?

Il y a malheureusement fort à parier qu'une bonne fraction d'entre eux suivra la file vers le tiroir-caisse (ou plutôt vers le guichet des crédits ou le bureau des prêts, quand ils seront en mesure d'en obtenir) afin de pouvoir continuer à consommer, si les produits actuellement à leur libre disposition viennent à ne plus l'être – et ce «scoop» livré avec le plus grand sérieux par *Le Monde* (sur une demi-page !) est aussi pitoyable que risible.

En revanche, l'acharnement montré aujourd'hui par les gouvernants contre la jeunesse militante (laquelle n'est, soit dit en passant et fort heureusement, en général pas mieux disposée à payer pour les nouveaux médias) mérite réaction. La contestation de l'ordre établi passe depuis des années beaucoup par le terrain de l'Education nationale, à travers les mouvements étudiants et lycéens apparus contre chacune des réformes qu'ont avancées les gouvernements successifs – loi Fillon, anti-CPE, loi Pécresse… Aussi le pouvoir met-il tout en œuvre afin de mater leurs acteurs et actrices, déployant son arsenal répressif et médiatique pour les criminaliser et les isoler du reste de la société. On l'a particulièrement vu au printemps dernier à Poitiers, lorsque la mobilisation étudiante s'est essoufflée *(voir pp. 18-22)* ; et l'intervention brutale des forces de l'ordre lors de la Journée anticarcérale du 10 octobre comme le procès en comparution immédiate du 12 se sont inscrits dans ce cadre.

Pour arriver à ses fins, tous les moyens sont utilisés par l'actuel gouvernement. En particulier le prélèvement d'ADN – un excellent instrument de coercition, puisque le refuser peut entraîner non seulement jusqu'à 15 000 euros d'amende et un an d'emprisonnement, mais d'autres condamnations à la suite (la première n'empêchant pas que le prélèvement soit redemandé et que, les mêmes causes entraînant les mêmes effets, de nouvelles peines soient données). La police en use et abuse *(pp. 10-14)* comme de toutes les autres bonnes choses qui ont été mises à sa disposition pour sévir *(pp. 16-17)* – et d'autres catégories sociales en butte aux restructurations ou aux fermetures et délocalisations d'entreprises en font la dure expérience.

La démocratie parlementaire se montre ainsi sans fard pour ce qu'elle est : une arnaque servie par la bourgeoisie aux « citoyens » pour leur faire croire qu'ils et elles participent au gouvernement de la République en désignant par leur vote leurs « représentant-e-s ». On est là aux antipodes d'une réelle démocratie, qui permettrait à tous les membres d'une communauté choisie d'y gérer ensemble et directement leurs vies. Pourtant, la tentation est grande, dans certains milieux, de jeter le principe démocratique avec les oripeaux du parlementarisme qui l'habillent depuis la Révolution française *(pp. 25-28).*

Il n'empêche que, malgré toute la panoplie sécuritaire qui s'étale au grand jour, la solidarité peut faire reculer flics et juges : construire un rapport de forces permet encore de freiner sinon d'arrêter toujours la répression. C'est pourquoi, en matière d'ADN comme pour d'autres combats, il faut se mobiliser, afin que jamais le pouvoir n'ait autour de lui le seul silence des pantoufles – et bien plutôt qu'éclatent à sa face les énormes cris rageurs de la subversion !

OCL-Poitou

Faible mobilisation le 7 octobre 2009

Le 7 octobre est la date choisie par la Confédération syndicale internationale (CSI) pour une journée mondiale d'action pour la défense du travail décent ; elle a eu lieu pour la deuxième fois cette année.

Qu'est-ce que la CSI ?

Cette confédération, créée officiellement le 1er novembre 2006 à Vienne, en Autriche, est le fruit de la fusion de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), née en 1949 et qui revendiquait 155 millions d'adhérents, et de la Confédération mondiale du travail (CMT), qui date de 1920 et est l'émanation des syndicats chrétiens. Leurs délégués seront rejoints par ceux d'une dizaine de syndicats indépendants, dont la CGT, qui a quitté en 1995 la troisième centrale mondiale, la Fédération syndicale mondiale (FSM), aujourd'hui moribonde. Cette présence de syndicats non affiliés, mais souvent en pointe du combat social dans leur pays (comme la CTA argentine), et leur implication dans le processus de création de la CSI sont des facteurs qui font dire au secrétaire général de la CISL que, bien plus que la fusion d'appareils concurrents, la nouvelle confédération doit être le cadre d'où émergera « *un nouvel internationalisme syndical* » face au capitalisme débridé de ces deux dernières décennies.

La CSI est désormais supposée rassembler 168 millions d'adhérents, représentés par 306 organisations de 154 pays. Guy Ryder, issu des trade unions britanniques et ex-secrétaire général de la CISL, a été élu pour quatre ans secrétaire général de la nouvelle confédération, sur la base d'une ligne très éloignée du terrain de la lutte des classes. Ce que réclame haut et fort la CSI, c'est « *une gouvernance effective et démocratique de l'économie mondiale* ». En clair, elle revendique d'être associée par les institutions capitalistes aux décisions de gestion… Une sorte de capitalisme à visage « humain », conception si chère à la doctrine sociale de l'Eglise. La CSI propose plutôt la collaboration de classes, la subsidiarité et l'intégration dans le système capitaliste. La nouvelle organisation disposera d'un poids plus important pour la poursuite des actions de lobbying auprès des institutions multilatérales telle que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Largement ouverts à la « société civile », les statuts de la CSI prévoient même l'existence de « membre associé », qui peut recouvrir tout et n'importe quoi. La CMT (qui reste organisée en tant que telle malgré la fusion) a déjà proposé dans ce cadre l'entrée des ACLI (Associations chrétiennes du travail italiennes)…

La CFTC, la CFDT, la CGT et FO font donc désormais partie d'une même « internationale ». Pour la CGT, il faut nettement distinguer, une fois encore, entre une base pour le moins peu enthousiasmée par l'adhésion et une direction particulièrement optimiste. Bernard Thibault déclarait que la CSI avait « *pour premier objectif de changer fondamentalement la mondialisation afin qu'elle fonctionne en faveur des travailleurs, des sans-emploi et des pauvres* ». Quant à Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly explique en substance qu'il était bien difficile de refuser de rentrer dans ce machin, mais qu'il compte bien garder toute son indépendance, comme ce qui se fait dans la CES. Les statuts de la CSI, à l'inverse de ceux de la CISL, prévoient que les organisations syndicales « *ont la responsabilité de prendre en compte, dans la formulation de leur politique, les décisions du congrès et des organes directeurs de la Confédération* ».

Sixième journée nationale d'action interprofessionnelle ?

La CGT a fait le forcing pour que cette journée internationale soit la sixième journée nationale d'action interprofessionnelle. Mais cette fois-ci sans deux syndicats, FO et la CFTC, qui, si officiellement disent qu'il ne faut pas mélanger une revendication internationale et des mots d'ordre nationaux, et que les manifestations à répétition sont contreproductives, ont voulu montrer leur mécontentement face à la nouvelle représentativité syndicale dont ils sont actuellement les grands perdants. Que penser de l'attitude de Solidaires qui disait : « *Malheur à l'organisation qui la première sortirait de l'unité* » ?

Pas d'appel officiel à la grève

Pour comprendre la faible mobilisation du 7 octobre, il faut reprendre l'appel à une journée de mobilisation qui ne recourt pas à la grève (sauf quelques syndicats y appelleront). Donc vont se retrouver ultra-majoritaires aux manifestations (appelées rassemblements dans l'appel) ceux et celles qui, à différents échelons, ont des mandats

A propos de Solidaires

« Bien que cela ne soit pas dit explicitement, la représentation partagée de Solidaires comme structure transitoire dans le cadre d'un mouvement de recomposition plus large a perdu de son actualité et revêt moins de sens pour les militants investis notamment dans les SUD. C'est bien une nouvelle confédération, même si elle ne porte pas ce nom, qui est en construction. Il en résulte un travail militant de type différent – et l'intense préparation des élections prud'homales l'a bien montré –, moins tourné vers la jonction avec d'autres mouvements sociaux et davantage guidé par les contraintes des luttes de positions dans le champ syndical. Les Solidaires locaux ont mené ce combat au quotidien pour obtenir une place dans les intersyndicales au niveau des villes, ce qui semble aujourd'hui relativement acquis. La direction nationale de Solidaires le fait également depuis plus d'une décennie et de ce fait, le « coût » de sortie ou de démarcation de l'intersyndicale à huit peut apparaître comme trop important ou contreproductif au regard de ces efforts accumulés pas à pas. Le choix qui est alors fait – et qui suscite des débats importants dans l'organisation – est celui d'investir la mobilisation au niveau local, en multipliant les initiatives et les formes d'action, mais sans bousculer le cadre unitaire à l'échelon national. Plus largement, la conscience des coûts d'une éventuelle marginalisation et l'insistance mise par chaque organisation sur son propre renforcement se sont exacerbées après l'adoption de la loi du 20 août 2008, modifiant les règles de la représentativité : en substituant les résultats électoraux au principe de présomption irréfragable, la réforme impose à tous, sous peine de disparaître, un redéploiement militant, voire des rapprochements organisationnels. Des effets importants sont attendus de l'application des nouvelles règles de représentativité – réforme qui a été portée conjointement par la CGT et par la CFDT –, mais en termes d'"assainissement" du champ, c'est-à-dire de réduction de sa pluralité interne et de renforcement des organisations qui seront capables de mobiliser les salariés sur le plan électoral. »

Sophie Béroud, Karel Yon, chercheurs en science politique
http://contretemps.eu/interventions/face-crise-que-fait-mouvement-syndical

qui leur permettent de quitter le travail sans être considérés en grève : les retraités. Même les instits, qui ne travaillent pas le mercredi (et donc n'auraient pu être comptabilisés comme grévistes), étaient absent-e-s… De plus, des appels à la grève ont été lancés pour des dates différentes à la SNCF, à Pôle emploi…

Pour « le développement industriel et l'emploi »…

Le 22 octobre, plusieurs fédérations professionnelles de la CGT, aux côtés de la confédération, appellent à une manifestation nationale à Paris derrière le slogan « *Pour une véritable politique industrielle* ». Dans le document de quatre pages mis au point par la direction confédérale, il s'agit d'un plan qui ressemble à une supplique. Les axes proposés par la confédération sont : « *accroître l'effort de recherche et d'innovation* », « *développer une politique cohérente de l'énergie* », ou encore : « *assurer le financement de la croissance des entreprises* ». Ce bavardage qui peut paraître responsable et sérieux a l'avantage de n'être ni contestataire ni même revendicatif, et en aucun cas « irresponsable » ou « révolutionnaire ». Mais que veut dire réclamer « *une véritable politique industrielle* » ? Que ce soit sous forme d'une supplique adressée au gouvernement, comme le font les dirigeants confédéraux, ou bien même en haussant le ton, cela revient à faire croire que le problème de l'emploi se résoudra par une discussion avec le patronat, le gouvernement et les syndicats débouchant sur une bonne politique.

La seule issue pour les salariés qui refusent les licenciements et de subir les coups, c'est d'engager la lutte pour arrêter le bras des patrons licencieurs, de leur imposer la garantie des droits à la vie de tous les salariés. Mais le choix de ne pas appeler l'ensemble des salariés, de l'industrie comme des services, du privé comme du public, revient à diviser artificiellement le problème de l'emploi, qui touche tout le monde.

Camille, OCL-Reims,
le 18 octobre

Précisions à propos d'une autoréduction à Toulouse en mars dernier

Dans *Courant alternatif* d'octobre dernier, à propos des «Interluttes» nous écrivions : « A Toulouse, le 11 mars, c'est une autoréduction qui tourne vinaigre suite aux agissements non décidés collectivement de cette mouvance. Un blessé grave et des arrestations. »

Par la formule « tourne vinaigre », nous entendions la désorganisation que ces agissements entraînèrent dans le groupe qui avait décidé collectivement de cette autoréduction. Il ne s'agissait évidemment nullement de l'intervention policière, à qui revient l'entière et unique responsabilité de la violence qui s'en est suivie.

Cette journée s'était soldée par 11 personnes arrêtées dont 7 passeront en procès le 3 novembre prochain. C'est une semaine plus tard, le 19, que lors d'une autre autoréduction il y aura un blessé grave. Le problème, c'est l'incapacité de poser en termes clairs ce qui est vraiment en débat… Non pas violence ou non-violence, mais où, quand et pourquoi. Et que le fétichisme d'un affrontement direct avec les forces de l'ordre ne soit pas le remake, en farce, de l'affrontement d'une poignée avec l'Etat sur le terrain militaire.

Chroniques de la collaboration de classe

Accord CGT-Medef : Ah, la belle noce !

La CGT et le Medef se sont mis d'accord, le vendredi 2/10, dans la région de Roanne pour une « charte partenariale » qui permet aux 300 entreprises du textile et de la métallurgie du Roannais de « surmonter la crise en plaçant leurs salariés en formation au lieu de les licencier ».

La charte vise aussi « à privilégier la formation des personnels d'entreprises en difficulté plutôt que le licenciement pur et simple », comme l'explique la sous-préfecture de Roanne où a été paraphé l'accord. La CFDT, la CFTC, FO, la CFE/CGC, les syndicats patronaux du textile et de la métallurgie mais aussi l'Etat, la Direction départementale du travail et de l'emploi et la formation professionnelle ainsi que les Organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) de la formation professionnelle ont signé le texte.

Au cours des dernières années, les plans sociaux dans la métallurgie et le textile se sont multipliés dans le Roannais. 7 600 emplois sur les 35 000 que compte le bassin d'emploi de la région dépendent de ces deux branches. « Nous avons convenu avec le Medef que, face à la crise, il n'y avait rien à y gagner à se bagarrer. S'il n'y a pas d'industrie, il n'y a pas de salariés, pas de salaires. S'il n'y a pas de salariés, il n'y a pas de chiffres d'affaires », a expliqué Serge Lenoir, secrétaire général de l'union locale CGT.

Bernard Gabert, le président du Medef du Roannais, a déclaré : « Cette charte doit nous permettre de sortir la charge des salaires des entreprises en difficulté tout en nous offrant la possibilité de qualifier un peu plus nos salariés et de les récupérer quand les entreprises rebondiront ». « La formation professionnelle est un outil plus précieux que le chômage partiel pour faire face à la crise », a confirmé Serge Lenoir.

La CGT trouve positive la suppression des postes dans l'enseignement

Voici ce que la direction de la Fédération de l'enseignement, de la recherche et de la culture de la CGT a osé écrire dans un communiqué diffusé le 1er octobre :

« La FERC-CGT a acté la volonté du ministre d'ouvrir *un nouveau pacte de carrière* qui s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi d'orientation Fillon pour la partie qui concerne les personnels. Des moyens existent pour mener à bien ce « chantier » suite à la suppression des emplois, 16 000 encore à la rentrée 2010, qui devrait être arrêtée fin janvier 2010 pour une mise en œuvre dès la rentrée prochaine… »

Après s'être frotté les yeux dix fois, on finit par réaliser que la direction de la FERC prend acte du gain pour l'Etat que constituent les suppressions de postes, et qu'elle espère que le gouvernement utilisera cet argent pour augmenter les traitements des enseignants.

Outre le fait, déjà gravissime, que le communiqué ne contienne pas un mot pour condamner ces suppressions de postes, la direction de la FERC dévoile là ses pistes en matière de recherche d'argent :

Les profits des capitalistes ?

Les primes et salaires mirobolants des parasites au service du capital ?

L'argent des contribuables que le gouvernement a donné aux banques ?

Vous n'y êtes pas : la direction fédérale de la FERC, bien connue pour son soutien à la politique de "dialogue social" et de casse des luttes, a trouvé mieux : utiliser l'argent que procurent les suppressions de postes.

Qui a dit que les directions syndicales étaient un obstacle majeur au développement des luttes et à la remise en cause du système capitaliste ?

Les campagnes en émoi

La grève du lait qui s'est déroulée du 14 au 24 septembre 2009 en Europe a vu la destruction spectaculaire de milliers de tonnes de lait, et l'intervention précipitée de 20 Etats européens, à l'instigation de Paris, pour… subventionner les producteurs. Après la banque et l'automobile, l'agriculture, une nouvelle exception au libéralisme ?

A l'origine de la crise

L'agriculture est un secteur de production très encadré depuis longtemps, et que les subventions agricoles déversées massivement (notamment par l'Etat français) ont structuré artificiellement (1). La population paysanne a ainsi diminué rapidement en un demi-siècle, la ferme familiale laissant la place à des exploitations agricoles de plus en plus grandes, insérées dans les circuits économiques de l'agro-industrie et du crédit. Aujourd'hui, le libéralisme économique imposé mondialement veut accélérer encore cette concentration : l'agriculture, comme la sidérurgie ou le textile, doit suivre la logique des cours mondiaux.

Toutes les barrières tarifaires et douanières, garanties de prix, droits à produire et autres subventions doivent céder le pas à la *main invisible du marché*, chère aux technocrates de Bruxelles. Les droits à produire de chaque exploitation laitière, les fameux *quotas laitiers* censés réguler le marché, doivent normalement disparaître en 2015. Ainsi, en théorie, tous les agriculteurs de la planète se retrouveront à égalité pour vendre leurs productions et que le meilleur gagne !

Cette abstraction économique délirante se heurte aujourd'hui à la réalité. En 2007, à la suite des aléas climatiques – intempéries en Russie et en Ukraine, sécheresse en Australie… –, le cours mondial des céréales a flambé. Idem pour le cours du lait, du fait d'une consommation croissante en Asie et d'une diminution de la production (quotas non remplis en Europe, baisse de la production en Australie…). On s'en souvient, les médias agitaient le spectre de la famine mondiale prochaine, les producteurs d'OGM vantaient leurs produits comme la panacée, etc. Résultat : les droits de produire ont été augmentés, certains exploitants (les plus gros) emboîtant le pas aux besoins du marché.

En 2008, les conditions étant favorables, la production mondiale (céréales, lait) a atteint des sommets inédits ; les cours se sont effondrés logiquement, selon la loi de l'offre et de la demande. Dans l'Hexagone, les industries laitières ont acheté massivement sur d'autres marchés aux cours plus intéressants et moins garantis. Résultat : le prix du lait est tombé à 0,28 euro/litre alors qu'il devrait, selon les organisations professionnelles agricoles, être à 0,35 voire 0,4 euro/litre pour que les paysans ne travaillent pas à perte et se paient un minimum.

Une mobilisation inédite

Même s'il existe de fortes disparités entre les exploitations (de 40 à plusieurs centaines d'hectares), l'effet sur les trésoreries des exploitations a été immédiat. Les plus fragiles économiquement (crédits, difficultés diverses) sont poussées à la faillite ou se trouvent dans des difficultés inextricables, quelles que soient leurs dimensions. Et il faut rappeler que ce sont les plus grandes qui reçoivent le plus de subventions – proportionnellement à la quantité produite – et qui amplifient les pics de surproduction par leur capacité à basculer leur production selon l'orientation des cours, alors qu'elles concentrent les terres et empêchent ainsi des fermes à taille humaine de s'installer.

Fin 2008, la rencontre d'exploitants du Sud-Ouest dans les manifestations et les blocages de laiteries débouche sur la création de l'Association des producteurs de lait indépendants (APLI, cf. leur site internet). Celle-ci se coordonne au niveau européen avec l'European Milk Board (EMB, 100 000 adhérents revendiqués), qui revendique le maintien de la régulation de la production (maintien des quotas) et la fixation d'un prix suffisant pour que les producteurs puissent vivre de leur travail. Jusqu'à l'automne, la mobilisation ponctuée d'actions va s'élargir, malgré l'opposition de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), majoritaire dans l'Hexagone, qui signe en juin un accord de prix de 0,28 euro par litre. Dès lors, la grève du lait s'organise, avec le ralliement de la Confédération paysanne (proche du PS) et de la Coordination rurale (corporatiste, plutôt à droite de la FNSEA), mais aussi avec le soutien de membres de la FNSEA, en rupture avec la position libérale de leur organisation.

Le succès médiatique (92 % d'accueil favorable dans la population) et l'autonomie du mouvement (hors de l'encadrement syndical traditionnel) ébranlent le gouvernement. Même la FNSEA tente de se replacer dans la course, orchestrant (sur le modèle des journées d'action des confédérations de salariés du printemps dernier) une mobilisation de 50 000 paysans dans plusieurs villes le 16 octobre, en soulevant la question des autres filières (maraîchers, éleveurs…). Le pouvoir si prompt à réprimer les moindres débordements de manifestants, des insultes à Sarkozy aux feux de poubelle, laisse benoîtement les troupes de la FNSEA parader en tracteurs dans les centres-villes, déverser des tonnes de fumier aux carrefours et bombarder ses flics de pommes. Le 19 octobre, comme il fallait s'y attendre, la commissaire européenne à l'agriculture débloque 280 millions d'euros pour les producteurs (1000 euros par exploitation), en jurant que les caisses sont vidées… Une vingtaine d'Etats semblent imposer une nouvelle ligne à la Commission européenne, toujours arc-boutée sur le libéralisme, malgré un avis favorable à la régulation du marché laitier venant de la Cour des comptes européenne.

Quel bilan provisoire ?

Dans cette passe d'armes, le lobby des industriels du lait ressort affaibli momentanément : leur but était de contraindre par tous les moyens une production laitière au plus bas prix, pour maximiser leurs profits et être compétitifs sur le marché mondial. Le credo libéral de la Commission européenne apparaît encore un peu plus «flexible» (après l'intervention des Etats au secours des banques et de l'automobile en 2008). La FNSEA, fidèle alliée des gouvernements de droite, a été remise en cause par une partie de ses troupes qui refusaient la signature d'un prix trop bas en juin. Les médias ne sortent pas grandis – voir leur empressement à répéter avant le début de la grève que les laiteries disposaient d'un mois de stocks de lait et de beurre, que les grévistes ne représentaient que 10 % de la profession, que l'exigence de régulation et d'un prix minimum vital était démagogique…

Mais les exploitants sont loin d'être tirés d'affaire. Avant qu'une solution acceptable soit trouvée, un certain nombre à l'équilibre



précaire disparaîtront, et pas obligatoirement les plus petits. De plus, le maintien d'une régulation (quotas) et d'un prix garanti va continuer à favoriser la concentration de la production sur les plus grosses exploitations. Bien sûr, on peut penser que les exploitants qui se définissent tels des chefs d'entreprise et qui ont choisi le gigantisme et les emprunts vertigineux pour développer des productions délirantes, en écrasant les petites fermes, ceux-là doivent «crever» économiquement. Mais cela n'amènera pas nécessairement une redistribution des terres. Ils deviendront salariés des banques sur leurs propres exploitations, comme c'est déjà le cas pour les filières intégrées (volailles, œufs...).

La solution pour une agriculture à taille humaine, donc respectueuse de la nature, des humains, à l'abri des appétits des trusts agro-alimentaires et autres multinationales, est connue. Un encadrement de la production par des droits à produire avec une politique de répartition aux jeunes et aux plus petites fermes, un plafonnement des aides à la production, un prix garanti dégressif pour décourager les dérives productivistes. Bref, une révolution dans les façons de voir... on n'en est pas encore là.

A suivre...

Nantes,
le 22/10/09

(1) Lire *Courant Alternatif* Hors-série n°7 « L'agriculture, un enjeu majeur de notre époque »- 3,80 euros - 32p.

L'automobile dans la tourmente

L'industrie automobile s'est retrouvée au cœur du conflit social des derniers mois. La raison évoquée serait la crise de diffusion du produit proposé : la voiture. Et pourtant, cette industrie a été aidée financièrement par l'Etat comme aucune autre. Nous pensons que la violence du conflit tient davantage à la politique patronale. L'industrie automobile a toujours constitué le fer de lance de la bourgeoisie, et la politique récente de l'UIMM le confirme alors que certains nous prédisaient la reprise en main du secteur par le MEDEF de Parisot.

L'industrie automobile, secteur d'expérimentation patronale

Les restructurations dans l'industrie ont pris une nouvelle dimension suite à l'application des lois Aubry sur la réduction du temps de travail. Les méthodes toyotistes, déjà implantées dans certaines boîtes, ont atteint une nouvelle dimension. Au nom de la productivité, des expérimentations ont été proposées dans les CE et les CHSCT. L'organisation du travail ainsi modifiée a été accompagnée par les syndicats jaunes. Les méthodes reposent sur une articulation entre l'aménagement du temps de travail et la polyvalence. Les méthodes toyotistes, basées sur l'adhésion des salariés à la politique d'entreprise, se sont traduites par des « entretiens de progrès » où le travailleur s'engage sur des objectifs individuels. Cette procédure, obligatoire, s'appuie sur un bilan individuel pendant lequel le salarié doit exprimer lui-même ses propres faiblesses et les moyens d'y remédier. Pour faire passer la pilule, les augmentations au mérite ont été généralisées. Les avancements à l'ancienneté, dans le cadre de l'application de la Convention collective, ont été maintenus. Mais entre ces périodes souvent longues (pour passer de 170 points à 180, il faut par exemple huit ans) les augmentations individuelles prennent le relais.

Cette nouvelle gestion de la main-d'œuvre facilite la réorganisation du travail. Ainsi, dans le groupe PSA, la méthode Apollo vise à rationaliser encore un peu plus la production à flux tendu. La fourniture de pièces pour les chaînes de montage repose désormais sur un va-et-vient beaucoup plus constant. Les kambistes (qui déplacent les pièces) ont donc vu leurs cadences de travail empirer. L'objectif à terme est de les externaliser. La logistique est désormais présentée comme un métier à part entière, avec donc une entité propre au niveau de l'organisation. C'est devenu une « unité élémentaire de production ». La même méthode a été appliquée à Renault sous le nom d'« unité élémentaire de travail ». A PSA, le « travail aux standards » a été généralisé dans le groupe. Les « standards » établissent des méthodes de travail pour chaque tâche. Ils sont justifiés par des normes qualité, mais là aussi c'est une contrainte supplémentaire pour les travailleurs. Ces normes ont été également imposées aux sous-traitants. Dans les groupes PSA et Renault, l'externalisation du secteur nettoyage a été vécue très difficilement par les travailleurs. Auparavant, les ouvriers âgés étaient basculés en fin de carrière sur des postes de nettoyage. Aujourd'hui, ces lieux qui offraient des cadences moins contraignantes ont été supprimés.

Nous rappelons que nous ne partageons pas obligatoirement toutes les positions exprimées dans cette rubrique.
Le Courant syndicaliste révolutionnaire qui défend le programme historique de la CGT résumé dans la Charte d'Amiens agit principalement dans la CGT mais aussi dans Sud et dans la CNT.
L'analyse produite par ces camarades à propos de l'industrie automobile apporte pas mal d'éléments concernant les profondes modifications qui se sont opérées dans l'organisation du travail ces dernières années.
Le match ouvert entre fordisme et toyotisme occupe les économistes, sociologues de l'organisation et historiens du travail depuis les années 1980. Si le premier modèle est celui du travail à la chaîne, de la division du travail et de la sérialisation - rendu célèbre par Charlie Chaplin dans Les Temps modernes -, le régime toyotiste prône le kaizen (l'amélioration continue), le travail en groupe et la production sur mesure. Plus que deux modes de production ou de cultures d'entreprise, ce sont deux univers sociaux qui s'affrontent.

La « crise » du capitalisme... utilisée par le capitalisme

La « crise » est donc intervenue dans un contexte où la pression sur les salariés était déjà quasiment optimale. Rapidement, les dirigeants des multinationales ont été contraints d'anticiper la chute du marché, même si au final la perte est évaluée à moins de 20 %. Le maintien nécessaire du taux de profit a donc obligé le patronat à intervenir avec peu de marge de manœuvre. Il ne s'agit plus de dégager un taux d'exploitation plus fort. Il s'agit désormais de maintenir un taux de profit des capitaux tout en jouant sur une chiffre d'affaires en baisse. La réponse patronale passe donc nécessairement par la suppression massive d'emplois. Le patronat a pu profiter de l'intérim et lui faire jouer son rôle de flexibilité. La pression médiatique sur la « crise » a servi de justification à la pression sur les effectifs, au « dégraissage » des intérimaires. Ces travailleurs précaires, disposant de contrats de mission, sont perçus comme des salariés transitoires même lorsque leur poste est en réalité permanent. Cette perception a également été intégrée par de nombreux salariés en contrats de mission, ce qui a affaibli leur capacité de résistance. La bataille était d'autant plus difficile à mener que de nombreux jeunes intérimaires s'étaient fait les porte-paroles du discours patronal ; leur statut était vécu comme une liberté individuelle et comme une source de revenu valorisée par la prime de précarité de 10 %. La violence de la restructuration patronale a donc frappé en premier lieu les intérimaires. Mais, rapidement, de nombreux intérimaires ont été réembauchés, ce qui démontrait que la baisse des ventes n'était pas si impressionnante. Cette tactique patronale destinée à faire peur avait également pour objectif d'assurer des stocks, afin de se préparer à une autre manœuvre : la fermeture pure et simple d'usines.

L'annonce du recul des ventes a donc été l'occasion d'un vaste plan de restructuration, par vagues successives afin de ne pas provoquer une réaction des travailleurs au niveau de la branche. Récemment encore, des PSE et autres fermetures de site étaient annoncés, ce qui confirme non pas la mauvaise gestion du secteur mais au contraire une politique patronale bien coordonnée.

Une CGT totalement désorganisée

La réponse syndicale a été totalement chaotique. Cela tient à l'orientation politique de la CE de la Fédération métallurgie dont les syndicats se sont dotés. Mais la responsabilité ne saurait reposer exclusivement sur le positionnement social-démocrate d'une poignée d'hommes. La fragilité de la CGT ne s'explique pas par l'idéologie de quelques « dirigeants » mais relève de conditions bien plus matérielles.

Arrêtons-nous tout d'abord à la stratégie défendue par la Confédération et la Fédération métallurgie. Les choses avaient bien commencé avec le rassemblement au Mondial de l'Auto le 10 mars. Les 4 000 syndicalistes présents avaient réussi leur initiative unificatrice. Sur place, l'affluence et la colère sont telles que les forces de l'ordre sont obligées de laisser passer les manifestants qui envahissent la foire. Puis l'action fédérale retombe à un niveau... défédéré. On a l'impression que la Fédération est en train de préparer son autodissolution ! Ainsi, les instances de la CGT décident d'actions « décentralisées » des travailleurs de la filière. Cet intitulé démontre toute la confusion qui règne actuellement chez la plupart des mandatés nationaux et régionaux. Il est tout d'abord bon de rappeler qu'à la CGT rien ne peut être décentralisé puisque le centralisme est banni par la nature même des statuts confédéraux. En outre, quel sens ont les rassemblements devant les préfectures de région (comme le 11 mars à Toulouse) ou des « états généraux entre partenaires sociaux » obtenus facilement ? Il faut rappeler que les vrais donneurs d'ordres sont en nombre réduit et tous de taille internationale. Alors, pourquoi perdre son temps à discuter au niveau régional lorsque la bataille doit être menée au niveau national et international ? L'actuelle majorité CGT justifie cette stratégie suicidaire en demandant que les « fonds débloqués soient pour l'emploi et les salariés, sous le contrôle de ceux-ci ». Or, en « décentralisant » le contrôle, on ouvre justement la voie à l'impossibilité de contrôler quoi que ce soit quant à la surveillance des fonds !



De telles élucubrations stratégiques s'expliquent par la baisse de formation politique des équipes militantes, et plus particulièrement aux plus hauts niveaux de responsabilité. A force de s'en remettre constamment à l'Etat capitaliste, et donc de livrer la gestion économique aux technocrates, les syndicalistes ont perdu toute capacité de contrôle ouvrier, toute capacité de réflexion autonome. Le produit fabriqué est devenu totalement abstrait pour ceux-là même qui sont supposés le produire. Le procès de production se résume donc à des chiffres macro-économiques. Au quotidien, c'est le patronat qui gère les méthodes de production, en faisant bien en sorte d'isoler les collectifs de travailleurs dans la réalisation d'une seule pièce destinée au produit fini. L'organisation de la Fédération en syndicats d'entreprise fait le jeu du patronat en créant chez les ouvriers une mentalité non pas de gestionnaire mais d'exécutant.

On peut aussi se demander la pertinence de fédérations d'industrie qui s'organisent non sur la base du produit mais sur celle de la Convention collective. Car, au final, on s'enferme dans des luttes et des négociations sociales définies par l'organisation toyotiste de la production. Les travailleurs du pneu, du siège auto, du pare-brise et de la plasturgie ne sont jamais au contact de leurs camarades de la métallurgie, alors qu'ils travaillent sur la réalisation de la même voiture. A sa création, la CGT donnait aux fédérations l'objectif de coordonner les métiers d'une même branche, mais aussi la fonction quotidienne de contrôle ouvrier. Avec la complexification de la production, un produit est désormais réalisé par de nombreuses professions. Ainsi, l'automobile concerne les travailleurs des Fédérations de la métallurgie, de la chimie et du textile. Ne serait-il pas plus pertinent d'organiser les travailleurs dans des Syndicats et une Fédération de l'automobile ? Les professions pourraient, en parallèle, être organisées dans des Chambres de métier locales et nationales pour négocier les Conventions collectives. Sans ce vrai syndicalisme d'industrie, il n'y a plus de possibilité de contrôle ouvrier, et donc plus de perspectives de gestion socialiste par les travailleurs. Les travailleurs sont alors enfermés dans une situation de domination, et

les syndicalistes dans une simple pression sur la répartition de la plus-value.

De la même façon, le syndicalisme d'entreprise produit une mentalité corporatiste qui empêche la formation d'une conscience sociale et donc d'une stratégie de classe. Pourtant, les luttes ont démontré toutes les capacités de riposte des travailleurs de l'automobile si ceux-ci intervenaient de façon organisée.

Le syndicalisme d'industrie

Les grèves à Vistéon et à la Sonas ont montré l'efficacité de la stratégie du syndicalisme d'industrie. Vistéon produisant des planches de bord à flux tendu, la grève a donc bloqué très rapidement deux chaînes de montage de Peugeot Sochaux. Les élus locaux et les autorités ont alors fait pression sur la direction pour qu'elle négocie. Quant à la seconde usine, à la suite d'une liquidation judiciaire, les repreneurs menaçaient de réduire de 45 % les effectifs du groupe. La grève illimitée a bloqué la fourniture en pièces détachées… pour les tableaux de bord de Vistéon, à destination des usines de montage de PSA Sochaux et Mulhouse, Renault Douai et même des usines allemandes de Mercedes. En deux jours, les travailleurs sous-traitants ont bloqué les constructeurs, la sous-traitance en cascade fragilisant encore plus les donneurs d'ordres. Mais cette grève efficace est restée isolée, Renault et PSA menaçant alors de ne pas verser de primes extralégales pour les licenciés. A Faurecia Auchel, filiale de PSA, la grève du 4 février (suivie à 95%) a paralysé les usines de montage Renault, Volvo et Toyota. Au final, après dix-neuf jours de grève en mars et quatorze en avril, l'usine est maintenue et les sanctions contre les grévistes abandonnées.

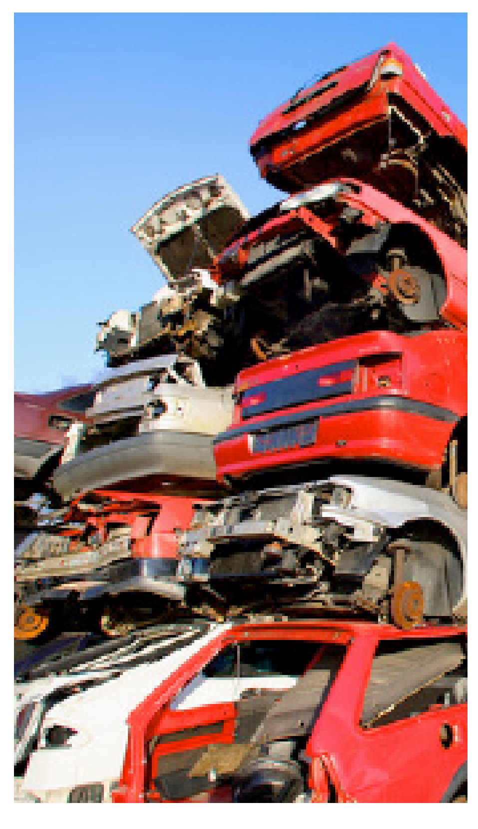
Même chose à Lear, suite à la menace de délocalisation de l'usine vers Cergy. La fabrication de sièges a ainsi été suspendue, obligeant la direction de PSA Aulnay à stocker des milliers de voitures non achevées. Cette lutte a montré également l'enjeu d'un syndicalisme d'industrie international. La direction a tenté de casser la grève en faisant venir par camions des sièges produits en Espagne.

La mobilisation la plus intéressante fut celle menée par les ouvriers de SBFM Hennebont. Non seulement parce que, elle aussi, elle bloqua la production des usines de Renault, mais également de par les modalités d'action. La CGT de SBFM a su faire vivre le contrôle ouvrier dans la perspective du maintien de l'outil de production. Car les travailleurs, après s'être débarrassés de leur direction, ont réussi à maintenir la production tout en défendant une seule revendication : la réintégration de l'usine dans le groupe Renault. Ce qu'au final ils ont obtenu et ce qui n'a pas été assez popularisé par la Fédération et la Confédération.

L'industrie automobile a besoin d'un plan de bataille national et même international. La bourgeoisie a réorganisé l'industrie selon le schéma toyotiste dont une des caractéristiques est la production à flux tendu, et l'autre, l'utilisation de la sous-traitance. Si la grève tournante est interdite dans une entreprise, ce qui d'ailleurs n'empêche pas de l'utiliser, comme nos camarades d'ERDF GRDF ont su le faire en Midi-Pyrénées, rien ne rend impossible une grève tournante par entreprise. Il suffirait donc qu'un nombre très faible de travailleurs soit en grève, sur une courte période et à tour de rôle, pour bloquer une industrie pendant des semaines.

De nombreuses équipes militantes ont éprouvé, dans l'urgence, le besoin de se coordonner. Mais les actions communes ont été organisées dans la précipitation. Ainsi, les Lear se sont joints aux luttes des Conti et aux ouvriers de PSA Aulnay. A Amiens, les travailleurs du pneu ont engagé des actions communes. Les travailleurs de PTPM Ay (production de textile de portes et sièges auto) ont structuré un rassemblement de délégués d'entreprises, le 24 juin à Paris, qui a pu converger vers l'initiative des Continental… Mais ces modalités d'action ont été organisées comme substitution à la politique passive de la Fédération. Au final, bien des luttes se sont limitées à négocier des indemnités de licenciement, en acceptant ainsi les suppressions d'emplois, les pertes de qualifications ouvrières et le recul du contrôle ouvrier. L'enjeu n'est pas de développer des grèves locales radicales et spectaculaires pour ensuite proposer des « débouchés » électoraux et des lois ubuesques devant interdire les licenciements. La vraie perspective politique, c'est de créer à travers les luttes, et leur coordination, un contre-pouvoir prolétarien, d'avancer un projet de gestion socialiste de l'industrie en le faisant vivre par le contrôle ouvrier.

Beaucoup de syndicats investis dans les luttes pour l'emploi ne sont pas actifs dans leur union locale (UL). Il n'y a donc pas de lien avec les travailleurs des autres entreprises du même bassin d'emplois. On demande seulement aux autres professions, dans l'urgence, et avec de simples arguments moraux, d'être solidaires. La question, ce n'est pas celle de la solidarité à la mode chrétienne mais du combat de classe, c'est-à-dire interprofessionnel. Le combat de classe, ce n'est pas un discours anticapitaliste artificiel, c'est une pratique qui passe nécessairement par les unions locales. Populariser la lutte pour l'emploi, c'est poser la question de l'avenir des jeunes, des cotisations sociales pour la retraite des anciens, du financement de la santé dans l'hôpital du coin, mais aussi du contrôle des outils de production pour faire vivre la perspective socialiste. Le socialisme, ce n'est pas des technocrates de gauche qui gèrent à notre place, mais c'est l'organisation de la production par les travailleurs, dans les entreprises et dans leur extension interprofessionnelle.



Cette dimension fondamentale n'a pu être portée par des syndicats repliés de longue date sur leur entreprise. Les rencontres nationales proposées par les syndicats en lutte sont vite entrées dans cette contradiction. Il devenait impossible dans l'urgence de se substituer aux fédérations, voire à la Confédération.

Face à cet isolement corporatiste, il était alors facile pour les capitalistes de proposer des indemnités de licenciement. Sans vécu interprofessionnel, ces indemnités étaient attractives aussi bien pour des jeunes acceptant la mobilité géographique que pour des salariés âgés se pensant comme préretraités. Le collectif de lutte se trouvait alors affaibli dans l'entreprise et isolé de l'interpro.

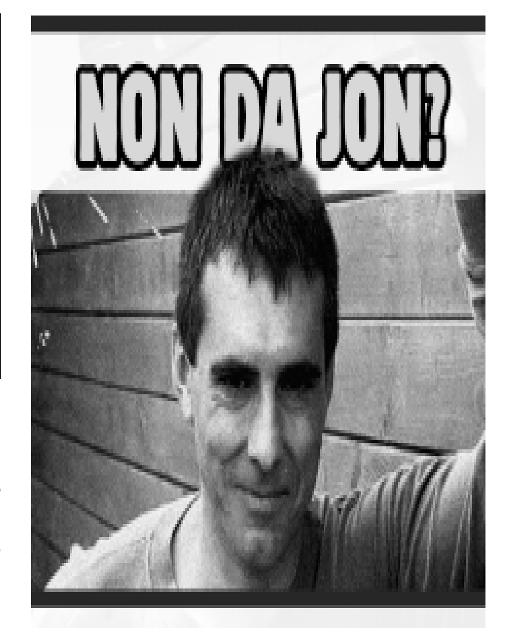
Pour que nos luttes ne restent pas défensives, l'actualité, c'est l'investissement des syndicats dans leur UL mais aussi dans leur fédération, afin de donner à celle-ci une orientation de classe et d'imposer des mandats clairs à ceux qui la gèrent. Il est tout aussi indispensable de réorganiser la CGT sur la base du syndicalisme d'industrie afin d'avoir des outils nous permettant d'analyser l'organisation de la branche mais aussi d'y mener des batailles victorieuses. Dans chaque profession, un seul syndicat local ! Ce débat est au cœur du 49e congrès, alors emparons-nous-en !

CSR

Allez voir sur leur site pour en savoir plus : http://syndicaliste.phpnet.org/

Disparition de Jon Anza : les Etats espagnol et français réactivent la « guerre sale »

Jon Anza était un militant abertzale de longue date. Il a passé vingt et un ans dans les prisons espagnoles. Après sa sortie de prison, en 2003, il est venu vivre et travailler au Pays Basque nord.
Depuis le 18 avril, jour où il est monté à Bayonne dans un train pour Toulouse, Jon Anza n'a plus donné signe de vie. Ses proches, aidés par le Comité antirépression Askatasuna (= Liberté), après avoir tenté de mener seuls l'enquête pendant quelques semaines, ont fini par saisir la justice pour « disparition inquiétante ».





Des militants enlevés et torturés…

Le 18 mai, ETA communiquait – chose extraordinaire de la part de l'organisation armée – que Jon Anza était un de ses militants, qu'il se rendait à Toulouse pour remettre de l'argent à d'autres membres de l'organisation et qu'il n'était pas arrivé au rendez-vous. Le communiqué ajoutait que la police savait que Jon Anza participait à ETA depuis qu'elle avait retrouvé ses empreintes sur du matériel découvert dans une cache début 2009. Le militant devait dès lors être particulièrement surveillé, vu les moyens dont les Etats français et espagnol, agissant de concert dans la lutte contre ETA, disposent en matière d'« antiterrorisme » et de renseignement. Dans sa conclusion, le communiqué rendait les gouvernements français et espagnol responsables de la disparition de Jon Anza.

Cette thèse de l'enlèvement s'avère être en effet très tôt la seule possible, cet acte renouant avec les épisodes meurtriers, autour des années 80, des groupes parapoliciers de la ***triple A*** (Alliance apostolique anticommuniste), du ***BVE*** (Bataillon basque espagnol), du ***GAL*** (Groupe antiterroriste de libération) ou avec les disparitions-assassinats jamais élucidés d'autres militants basques, Pertur d'ETA (1976), Naparra des *Commandos autonomes anticapitalistes*, ou Popo Larre d'*Iparretarrak* (1983).

D'autres événements plus récents viennent par ailleurs accréditer cette thèse d'une réactivation de la stratégie de la « guerre sale » en Pays Basque. Parmi eux, l'enlèvement, en décembre 2008, à Saint-Palais, de Juan Mari Mujica, exilé politique : emmené au bord d'un lac isolé par des hommes s'exprimant en castillan qui s'étaient présentés comme étant des policiers, Mujica a été menacé de représailles s'il refusait de collaborer avec les forces de police espagnoles. Une opération similaire a eu lieu à Bilbao : l'ex-prisonnier Lander Fernandez, enlevé dans la rue, a été passé à tabac après avoir refusé les offres de collaboration avec la police. Puis encore, l'ex-prisonnier basque Alain Beraztegi a été enlevé près d'Irunberri, en juillet : séquestré pendant sept heures par une quinzaine d'hommes masqués, il a été battu, torturé et menacé de représailles en cas de non-collaboration.

… dans un contexte de répression tous azimuts…

Ces opérations violentes se situent dans un contexte où le seul registre de solution au conflit politique basque est celui de la répression policière et judiciaire tous azimuts, avec un arsenal des plus diversifiés et des plus arbitraires : illégalisations de partis politiques, d'associations ; interdiction de se présenter aux élections ; fraude électorale massive (lors des élections européennes autour de la liste Iniciativa internacionalista) ; fermeture de journaux, de bars associatifs ; interdiction de manifestations, arrestations multiples, emprisonnements (741 prisonniers politiques basques), pratique de la torture, enlèvements, assassinats. La liberté d'expression la plus élémentaire est profondément bafouée au Pays Basque sud, et de manière grossière et invraisemblable. Pour exemples récents, l'Audience nationale (le tribunal suprême de Madrid) soutient l'initiative prise par le nouveau ministre de l'Intérieur du gouvernement basque d'interdire la présence de photos des prisonniers dans la sphère publique[1] ainsi que les rassemblements organisés en solidarité avec eux[2] ; l'association de familles des prisonniers « Etxerat » (= *A la maison*), qui soutient les siens, et dénonce leur éloignement et leur dispersion dans les prisons espagnoles, est aujourd'hui menacée d'être mise hors la loi ; des élus municipaux ont été condamnés à la prison pour avoir dit publiquement : « Nous vous aimons » à l'adresse des prisonniers ou pour avoir demandé, à l'occasion d'un discours, que ceux-ci soient applaudis ; le gouvernement basque a envoyé sa police au cimetière de Zarautz pour empêcher qu'un hommage soit rendu par sa famille à Jon Paredes, victime du franquisme fusillé en 1977… Les cas de répression et d'interdiction de toute nature sont si nombreux qu'un compte rendu exhaustif serait trop long à faire.

… orchestrée par les gouvernements, avec la complicité des médias

Pour en revenir à la disparition de Jon Anza, lorsque le quotidien *Gara* (abertzale de gauche) indiquait dans son édition du 2 octobre que, selon une source sûre, Jon Anza aurait été enlevé sur le trajet Bayonne-Toulouse par des agents d'un corps de la police espagnole pour être interrogé illé-

galement et que, n'ayant pas survécu à cet interrogatoire (Jon Anza était atteint d'une maladie grave), il aurait été enterré sur le territoire français, le procureur adjoint de Bayonne a voulu donner l'impression qu'il prenait en compte cette information : il a organisé à la hâte une conférence de presse le jour même… mais il s'est contenté de répéter les mêmes propos vides et lénifiants : que toutes les hypothèses seraient envisagées lors de l'enquête mais que « les recherches demeurent pour l'heure infructueuses ».

Il a répondu systématiquement par : « Pas de commentaire » aux questions des journalistes présents, et, bouquet final, il a lancé sans vergogne cet appel faussement naïf : « Si certaines personnes disposent d'éléments qui permettent de faire avancer l'enquête, nous sommes à disposition pour les recevoir et mener les vérifications qui s'imposent. »

Pendant ce temps, les gouvernements français et espagnol, leurs ministres et leurs représentants gardent un mutisme complet sur cette affaire. Seuls les ministres de l'Intérieur ont été contraints à réagir, exprimant la version « officielle » que l'on pouvait attendre d'eux ; Alliot-Marie a lâché : « La police judiciaire mène son enquête » et « Il est possible que Jon Anza, qui avait sur lui une somme d'argent importante, ait voulu fuir avec cet argent » ; Rubalcada, de son côté, a affirmé : « La police espagnole n'a rien à voir avec cette affaire ; il s'agit d'un règlement de comptes au sein d'ETA. »

Quant aux médias «nationaux», ils sont muets et subissent sans doute des pressions pour le rester.

Il est évident que, comme pour les autres cas jamais élucidés de disparition de militants, les autorités qui savent parfaitement ce qui est arrivé à Jon Anza feront tout pour ne pas le révéler.

Face aux nombreuses manifestations qui ont eu lieu et qui se poursuivront dans tout le Pays Basque, au nord comme au sud[3], pour exiger une réponse à : « Où est Jon ? Qu'avez-vous fait de lui ? », les responsables pourront-ils continuer à taire la vérité, réussiront-ils encore à enterrer l'affaire sous une chape de mensonges ou de silence ?

Pays Basque, le 6 octobre 2009

1. Durant tout l'été, de nombreux bars, associations, lieux de fête et autres endroits publics ont été l'objet d'interventions souvent violentes de la Ertzaintza, police du gouvernement basque, qui avait l'ordre de retirer manu militari les photos des prisonniers et d'arrêter ceux et celles qui tentaient de s'opposer à ce retrait. Cela n'empêche pas que les portraits réapparaissent presque aussitôt dans les rues et sur les murs.

2. Le but de ces manifestations en faveur des prisonniers est, selon l'Audience nationale, d'« encourager les terroristes », donc de faire l'« apologie du terrorisme ».

3. Un collectif « Où est Jon ? » s'est créé en juin dans la région lyonnaise.

Le fichage ADN en procès

Le 29 septembre, Jean-Michel Ayçaguer, paysan et militant syndical d'ELB[1], comparaissait devant le tribunal correctionnel de Bayonne pour avoir refusé par deux fois un prélèvement ADN..

Son premier refus, il l'avait exprimé lors d'une garde à vue, où lui et cinq autres militants avaient été retenus quarante-huit heures à la gendarmerie, inculpés de violences à agents[2]. Il avait alors refusé d'autoriser la prise d'AND, que les gendarmes avaient opérée contre son gré en lui arrachant son béret[3]. Après le procès des six, alors que Jean-Michel avait été condamné à deux mois de prison avec sursis, la maréchaussée était revenue à la charge, en décembre dernier, pour exiger de lui, à nouveau, un prélèvement AND ; Jean-Michel avait une fois de plus éconduit les pandores, au nom de la liberté, de l'intégrité de sa personne, refusant ce qu'il considère être un viol de l'individu et un traitement dégradant similaire à celui qu'on impose au bétail.

Lors de ce procès du 29 septembre, c'est le fichage génétique qui a été mis en accusation et, plus largement, toutes les formes de fichage et leur utilisation. Outre les arguments de Jean-Michel, deux témoignages importants : celui d'un historien, spécialisé dans l'histoire des déportations au cours de la Seconde Guerre mondiale, qui a fait le point sur la constitution de fichiers dans la France « démocratique » des années 30 et leur utilisation par le régime de Vichy et par les nazis ; celui d'un militant de la CGT, incriminé dans une action de solidarité avec des sans-papiers en 2001 et relaxé lors de son procès pour refus de prélèvement d'ADN.

Face à Jean-Michel, le substitut du procureur, s'enorgueillissant de ne pas se contenter d'une simple invocation au respect de la loi, a usé de contorsions vénéneuses pour faire des distinctions entre les bonnes raisons rendant « nécessaire » le fichage génétique (crimes sexuels, meurtres d'enfants…) et d'autres délits méritant d'être discutés au cas par cas (luttes syndicales…). Mais, ajoutait-il, d'une part ces discussions sur la proportion entre les faits reprochés et le fichage génétique ne pouvaient se faire que dans la « sphère politique » et, d'autre part, « l'agression de gendarmes, ce n'était pas de l'action syndicale ». De plus, après avoir étudié les 2 500 signatures de la pétition lancée en soutien à Jean-Michel, il a tempêté contre ceux-celles qui s'opposent à toute forme de fichage, les rangeant dans le rang des « anarchistes ». Ainsi, on a eu droit à l'invocation de deux figures du Mal : les tueurs d'enfants et les anarchistes… Il a conclu son réquisitoire en demandant une peine de 1 000 euros d'amende. Le verdict sera rendu le 27 octobre.

Le Collectif pour la convergence des luttes « Oldartu/Lutter ensemble » – composé de partis politiques (abertzale et NPA), de syndicats paysans et ouvriers (ELB, LAB, CNT, Solidaires), d'associations – s'était chargé d'informer (tracts, pétition, émissions de radio, articles, brochure, conférence-débat) et de mobiliser en solidarité avec Jean-Michel contre le fichage génétique ; plus de 200 personnes s'étaient ainsi retrouvées dans l'enceinte et sur le parvis du tribunal, le jour du procès.

Un des axes de lutte du collectif est de continuer un travail d'information et d'action contre le fichage génétique. Jean-Michel n'est pas le premier, au Pays Basque, à refuser le prélèvement de son ADN ni à



comparaître devant la justice pour ce «délit». Mais il est le premier autour duquel une mobilisation importante s'est faite[4] : y ont contribué, d'une part, son appartenance syndicale à ELB (premier syndicat paysan au Pays Basque nord), d'autre part, la lutte pour l'installation d'un paysan[2] qui avait entraîné une forte adhésion et mobilisation populaires, et dont cette affaire de fichage est une conséquence ; de plus, la mise en commun de forces actives au travers du collectif Oldartu a permis l'élargissement de la solidarité.

Cette sensibilisation contre le fichage génétique et contre d'autres formes de contrôle est d'autant plus importante que, depuis deux ans au Pays Basque, c'est par plusieurs dizaines (plus de 100) que des gardes à vue de vingt-quatre à quarante-huit heures se font, sous forme de véritables rafles périodiques, et souvent sous couvert de procédures antiterroristes. Bien loin de toucher les seuls militants, ces gardes à vue ont pour objectif non seulement de faire peur aux plus jeunes ou aux non-militants et de les dissuader de bouger, mais encore de mettre à jour les fichiers policiers en engrangeant des informations sur les nouvelles mouvances préjugées réfractaires. Le fichage génétique est alors systématiquement utilisé.

OCL Pays-Basque

1. ELB est la branche de la Confédération paysanne au Pays Basque.

2. La procédure à l'encontre de Jean-Michel Ayçaguer prend racine dans l'affaire de la succession d'une ferme, en Soule. En janvier 2008, ELB et le GFAM du Pays Basque – Groupement foncier agricole mutuel qui s'apprête à racheter les terres de cette ferme grâce aux parts souscrites – soutiennent l'installation d'un jeune paysan qui y travaille depuis trois ans, suite à la mort de l'ancien propriétaire, qui était un militant d'ELB fort apprécié et très actif. Mais la SAFER, organisme chargé de gérer la vente de l'exploitation, présente au dernier moment un candidat propulsé par la FNSEA. S'ensuivent des manifestations à l'appel d'ELB et de GFAM devant le siège de la SAFER, une légère bousculade avec les gendarmes postés devant l'édifice. Quelques jours plus tard, six militants sont interpellés et passeront en procès.
Finalement, le fermier candidat du GFAM obtiendra gain de cause et pourra continuer son travail dans la ferme souletine… ce qui aurait dû rendre caduque l'inculpation de Jean-Michel.

3. La loi demande le consentement du gardé à vue avant un prélèvement direct d'ADN mais réprime le refus d'y consentir. Les enquêteurs peuvent récupérer sans consentement l'ADN laissé sur des lieux et objets. De même, le consentement n'est pas obligatoire dans des faits passibles de plus de dix ans de prison.

4. Il y a quelques années, deux jeunes militants de Batasuna avaient subi des amendes pour refus de prélèvement d'ADN, mais l'affaire avait alors fait moins de bruit, leur appartenance politique au parti Batasuna jouant peut-être un rôle dissuasif pour rendre possible une mobilisation large. Le cas de Jean-Michel Ayçaguer permet en revanche un plus large consensus.

Occitanie

« Anaram au Patac » devient « Libertat »

Le 19 septembre passé est né à Pau un nouveau mouvement politique occitan. Venus du Béarn, de Bordeaux, de Toulouse ou de Carcassonne, une cinquantaine de personnes ont répondu à l'appel lancé par d'anciens militants d'Anaram Au Patac.

Cette refondation est apparue nécessaire de par plusieurs points. Le nom de l'ancien mouvement ne semblait plus adapté, l'organisation interne dénotait de nombreux dysfonctionnements et était à revoir, et un changement de structure semblait inévitable pour attirer de nouvelles personnes venues d'autres horizons et capables d'apporter une sensibilité différente. Sans renier l'expérience acquise en plus de quinze ans de militantisme, les révolutionnaires occitans souhaitent maintenant passer à la vitesse supérieure et sortir du fonctionnement familial, voire groupusculaire, qui s'est maladroitement imposé au fil des années.

Nous ne renions pas les idéaux révolutionnaires qui sont les nôtres. *Libertat* se définit sans complexe comme un mouvement anticapitaliste : parce que nous pensons que le système de classes actuel est par nature injuste et voué à l'échec, parce que nous ne tombons pas dans le piège du « capitalisme à visage humain », parce que nous souhaitons changer radicalement de société, nous sommes révolutionnaires.

Lors du Congrès de Pau, *Libertat* s'est défini comme un mouvement politique regroupant les différentes tendances de l'anticapitalisme : marxisme et communisme libertaire principalement. Ce choix est accompagné dans le concret par un fonctionnement totalement démocratique du mouvement, qui, s'il s'appuie dorénavant sur des représentants mandatés par les sections lors des réunions régionales ou nationales, refuse catégoriquement l'organisation pyramidale chère aux partis politiques standards. Non, les communiqués de presse, les affiches ou les tracts ne tombent pas tout droit du bureau de Paris (ou de Toulouse…), ils sont le fruit d'un travail commun et de la réflexion des militants. La mise en place de l'autogestion commence par l'autogestion au sein même du mouvement.

L'autogestion et l'autodétermination pour l'Occitanie : c'est ce pour quoi lutte *Libertat*. Des notions fondamentales ont été adoptées en septembre, et les assemblées générales à venir affineront peu à peu les bases politiques choisies. *Libertat* s'est toutefois créé dans l'optique de proposer un véritable programme politique pour l'Occitanie, un projet d'avenir qui nous amènera sans doute à la revendication d'autonomie, étape indispensable pour que le peuple occitan reprenne enfin en main son destin, décide de comment il produit et consomme, de comment il souhaite s'organiser… en un mot : *Viure e dedidir al pais !* (Vivre et décider au pays !). Tous ces droits aujourd'hui ne nous sont pas permis, et l'Etat français persévère dans sa falsification de l'histoire, du mythe de la Gaule unie depuis deux mille ans, et dans la reconnaissance d'une seule langue : le français.

La situation sociale en Occitanie n'est pas des plus glorieuses non plus. Nous nous battrons sans relâche contre la politique inqualifiable du gouvernement UMP, qui a réussi à foutre en l'air le peu d'acquis sociaux du XXe siècle. Mais nous ne serons pas moins tenaces avec les syndicats réformistes et partis politiques dits de gauche qui, faute de pouvoir proposer une véritable alternative à la politique de droite menée dans l'Hexagone, rassemblent toute leur énergie dans une pathétique lutte pour le pouvoir.

Matèu, Libertat Bearn

Un ADN peut en cacher un autre !

L'ADN fait peur ou rassure. L'identification par cet acide semble irréfutable. La Science aurait enfin un moyen infaillible de confondre tous les acteurs d'un délit ou d'un crime.
La télé regorge de séries où la police scientifique remplace l'inspecteur ou le commissaire « fin limier ». Certains ados en rêvent et en font leur « projet professionnel ». Et pourtant… c'est une belle arnaque !
Et, par ailleurs, il semble que les recherches sur l'ADN ne se limitent pas à l'identification des individus*…

L'ADN, ou acide désoxyribonucléique, est une macromolécule présente dans les cellules des organismes vivants quels qu'ils soient. Sa fonction principale est de stocker l'information génétique qui conditionne le développement et le fonctionnement d'un organisme vivant. L'ADN a aussi pour fonction de transmettre cette information de génération en génération. C'est ce qu'on appelle l'hérédité. De plus, l'information portée par l'ADN peut se modifier par erreur dans la réplication des séquences ou des recombinaisons des gènes. Cela explique la diversité actuelle des êtres vivants, c'est-à-dire la biodiversité. Pour un être humain, il existe deux grands types d'ADN bien différents : l'ADN dit «nucléaire» et l'ADN mitochondrial.

Des erreurs humaines synonyme de prison

En septembre 2002, un Américain est condamné à douze ans de prison pour viol à Houston, au Texas. Cet Américain a été identifié grâce à son ADN décrypté par le laboratoire de la police de Houston. Quatre ans et demi plus tard (en 2007), un laboratoire privé découvre que les traces trouvées ne lui appartenaient absolument pas… Ce labo de la police est d'ailleurs sur la sellette pour d'autres erreurs.

L'ADN «nucléaire»

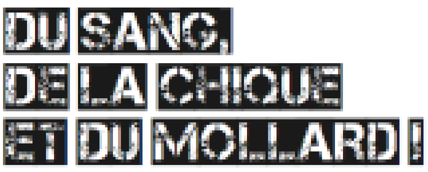
Il est présent dans le noyau des cellules vivantes : la salive, le sang, le sperme, le bulbe des cheveux… Dès qu'il est retiré du corps humain, il se dégrade rapidement avec le temps, la chaleur… Son prélèvement, son stockage, son transport et sa conservation sont difficiles. C'est cet ADN qui est prélevé dans les commissariats grâce à des bâtonnets frottés sur la partie intérieure de la joue. Cet échantillon est alors envoyé dans l'un des 10 laboratoires agréés en France, qui transmet ensuite la lecture de 8 sites (ou locus) de cette séquence ADN au *Fichier national automatisé des empreintes génétiques* (FNAEG). Ce fichier, commun à la police nationale et à la gendarmerie, gère les traces d'ADN afin de constituer une base de données. Créé en 1998, il se trouve à l'*Institut national de police scientifique* basé à Ecully, dans le département du Rhône. On ignore la proportion des prélèvements reçus par les labos, qui sont réellement décryptables lorsqu'on connaît les conditions de leur collecte dans les commissariats, où la politique du chiffre règne en maître. Il y a actuellement plus de 35 000 prélèvements par mois effectués « à la chaîne » par la police et la gendarmerie. Le FNAEG a plus de 1,1 million de profils ADN dans sa base de données, et comme les moyens de contrôler ces données n'existent pas, on n'ose imaginer le nombre d'erreurs dues aux manipulations humaines que ce fichier doit contenir *(voir encarts)* !

L'ADN «nucléaire» contient des informations dites «codantes», insuffisantes pour l'identification d'un individu – mais donnant son sexe, la couleur de sa peau et bien d'autres caractéristiques physiques. A part le sexe, ce type d'informations codantes ne se trouve pas ou pas encore… dans les profils ADN du FNAEG. Pour cela, il faudrait supprimer la loi de 1997 de l'Union européenne qui interdit le séquençage des parties codantes de l'ADN.

Alors que le ministre de l'Immigration Besson a dû renoncer, pour des raisons purement techniques, aux tests ADN en ce qui concerne les candidats au regroupement familial en France, son homologue anglais envisage des tests ADN afin de déterminer la nationalité d'un candidat à l'asile ! Or, c'est impossible car les gènes n'ont aucune raison, évidemment, de respecter les frontières. Quant à l'identification du groupe ethnique, ce n'est actuellement pas encore possible puisque les recherches pour déterminer la correspondance entre une structure génétique et un groupe ethnique n'ont pas encore abouti. Mais attention, cette situation pourrait évoluer car aujourd'hui, à partir de l'analyse d'un profil ADN non codant, les scientifiques peuvent déterminer l'« origine géographique » d'un individu, même si cela reste très imprécis sauf… pour les Basques !

En revanche, les parties non codantes de l'ADN «nucléaire» diffèrent, bien souvent, énormément d'un individu à un autre. C'est la lecture de certaines de ces parties qui permettent, à priori, une identification prétendue sans erreur possible. Il faut déjà remarquer que la probabilité que deux individus aient le même profil ADN n'est pas réellement nulle. D'ailleurs, tout dépend déjà du nombre et du choix des sites non codants décryptés. Ces sites ou parties de la séquence ADN ne sont pas les mêmes d'un Etat à un autre. Demain, les scientifiques peuvent d'ailleurs, avec l'expérience, en changer. Leur nombre varie aussi : les Anglais ont choisi de décrypter au moins 10 sites «hypervariables», les Etats-Unis 15 et la France 8 seulement. Cette différence s'explique par le fait que certains Etats ont connu des affaires judiciaires retentissantes où l'identification par l'ADN a entraîné ou a failli entraîner des erreurs judiciaires *(voir encarts)*. Aux Etats-Unis, certains avocats contestent plus vigoureusement qu'en France cette « vérité » sortie d'une analyse ADN.







Du Grand Guignol !

Pendant plus de quinze ans, une « tueuse en série » a été activement recherchée en Allemagne et en France. En effet, son ADN avait été retrouvée sur de multiples scènes de crime. « La preuve de son existence, c'est une empreinte ADN », déclarait une journaliste de TF1 le 11 mai 2008 dans le magazine « 7 à 8 ». En mars 2009, la femme qui avait laissé des traces ADN sur les lieux de dizaines de crimes était enfin identifiée. Elle travaillait dans une société fabriquant des bâtonnets qui avaient été utilisés pour effectuer les prélèvements génétiques ! Elle a été mise hors de cause…

L'ADN mitochondrial

Cet ADN se trouve dans les mitochondries des cellules vivantes ou mortes. Il se conserve mieux et beaucoup plus longtemps. Mais il est loin d'être unique puisqu'il est transmis par la mère. Toutes les personnes issues d'une même lignée maternelle ont le même ADN mitochondrial. Cet ADN ne présente que deux sites hypervariables, et on estime à 1 chance sur 2 000 le fait que deux personnes prises au hasard aient le même ADN mitochontrial. C'est loin d'être négligeable !

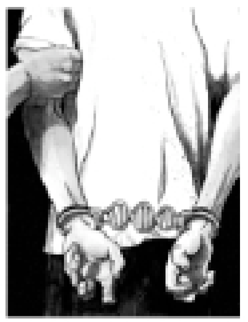
C'est ce type d'ADN que la police scientifique recueille, le plus souvent, sur le terrain de délits ou crimes. L'analyse d'un cheveu ou d'un poil sans sa racine, des traces humaines sur un objet, d'un morceau de peau… ne donne que cet ADN ! Comparer un ADN mitochontrial à un ADN nucléaire, à fortiori sorti de la base de données du FNAEG peut aboutir à des erreurs d'identification dont les conséquences peuvent être particulièrement dramatiques.

La résistance au fichage génétique

Le nombre de personnes qui refusent de donner leur ADN est inconnu, car dans certains cas il n'y a pas de poursuites et dans d'autres cas le procès se termine par une relaxe obligatoirement non comptabilisée. Par contre, nous savons qu'il y a plusieurs centaines de condamnations par an (519 en 2007). Si ce refus de fichage semble augmenter de par le travail militant effectué, il est encore bien minoritaire (moins de 1%) par rapport à la masse des prélèvements effectués dans les commissariats et gendarmeries. Il faut déjà avoir les moyens de le faire, car en garde à vue c'est loin d'être évident et dans les prisons il est très difficile d'y échapper ; tout refus impliquant la suppression des remises de peine et une condamnation supplémentaire. Le recrutement pour le fichier est très large puisqu'il concerne déjà les personnes qui ont été condamnées dans le cadre de 137 infractions (aux exceptions notables de la consommation de drogue, qui est du ressort du code de la santé publique, des simples contraventions et des délits d'abus de biens sociaux par autoprotection… des législateurs) ; mais aussi, et surtout, les personnes gardées à vue ou simplement convoquées pour « affaire vous concernant ». En effet, seulement 20% des fichés ont été effectivement condamnés, les autres (c'est-à-dire 4 fois plus) sont fichés génétiquement comme étant « mises en cause dans des affaires judiciaires », selon l'expression consacrée de la police. Des procès ont eu des retentissements importants, d'autant plus importants lorsqu'ils concernent des personnes bien insérées socialement *(voir dans ce numéro l'article sur le refus d'un paysan et militant syndical basque)*. Le refus de ce fichage génétique est important, d'autant plus que donner son ADN, c'est augmenter le risque d'être accusé de certains faits, qu'on les ait commis ou non. Mais il faut aussi démystifier la Science qui apporte la Vérité, contester dans les procès ces « preuves irréfutables » alors que les erreurs ne peuvent que se multiplier avec l'industrialisation des prélèvements. Néanmoins, nous devons éviter de semer à tout vent nos ADN.

Deux ADN mitochondriaux identiques

Fin décembre 2002, le corps d'une femme est découvert dans des sacs sur une friche à Mulhouse. La police scientifique est sur les lieux. Elle découvre dans la main du cadavre un cheveu appartenant vraisemblablement à son meurtrier. L'analyse génétique de ce cheveu est effectuée. L'ADN qui y est retrouvé est celui du mari, qui est aussitôt arrêté. Aucune autre preuve ou aucun autre indice n'apparaît au cours de l'enquête, mais l'ADN a parlé ! Le mari fait plusieurs mois de détention préventive avant d'être placé sous contrôle judiciaire en 2005. Finalement, en 2007, la police découvre dans le FNAEG un autre homme, sans lien de parenté avec le mari, connu pour proxénétisme (et décédé) et ayant exactement le même profil d'ADN mitochondrial que le mari… qui est enfin innocenté.



Je perds en moyenne plusieurs dizaines de cheveux par jour,
je ne sais trop combien de poils,
plein de bouts de peau,
quand je parle je postillonne,
je pisse et je chie,
parfois je saigne,
parfois même je fume des clopes.
Au cours d'une journée, je vais dans plusieurs endroits différents,
je rencontre plein de gens
et je suis proche d'une multitude d'objets.
Je dépose un nombre impressionnant de traces ADN
dans ces lieux, sur ces personnes, sur ces objets.
Je recueille au passage involontairement un certain nombre de traces ADN laissées par d'autres gens
et je peux aussi volontairement déplacer des traces ADN d'autres personnes que moi.
Alors, me dire que je suis coupable de quelque chose parce qu'il y a mon ADN quelque part, n'est pas un argument très convainquant.

« On ne nous dit pas tout ! »

Si les scientifiques sont capables aujourd'hui de lire tout l'ADN (séquençage du génome), ils sont encore très loin d'avoir trouvé à quoi correspondent exactement tous les sites lus de la partie non codante. Alors… ils cherchent ! Certains voudraient, comme le ministère de l'Intérieur anglais, y trouver le moyen de distinguer les demandeurs d'asile qui se déclarent somaliens alors qu'ils sont peut-être kenyans. D'autres, moins comiques, voudraient y trouver des moyens de dépistage précoce de toutes les formes de déviance. L'ADN ne servirait plus seulement à identifier un individu mais à le caractériser. Dans un précédent article de *Courant alternatif* (n° 170), nous avions dénoncé une enquête de l'*Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM) auprès de jeunes majeurs scolarisés dans l'enseignement supérieur en Champagne-Ardenne. Cette enquête était censée étudier l'existence éventuelle d'une dépendance par rapport à une drogue, elle était accompagnée d'un prélèvement de leur ADN. Nous sommes à peu près certains que ce chercheur canadien à l'origine de cette enquête cherchait (et cherche peut-être encore !), par recoupements, des caractéristiques du profil ADN d'individus se droguant ou étant simplement attirés par une drogue. Nous aurons malheureusement l'occasion de revenir sur le contenu des recherches sur l'ADN.

Denis, OCL-Reims,
le 11 octobre 2009



Erreur d'identification

En février 2000, la police anglaise croit avoir trouvé le responsable d'un vol grâce au test ADN. Un parkinsonien qui se déplace avec difficulté et qui habite à 300 km du cambriolage est arrêté. Son ADN examiné en 6 sites différents coïncide exactement avec celui retrouvé par les enquêteurs sur le lieu du délit. Son avocat demande l'examen sur un plus grand nombre de régions de l'ADN, et cet homme sera finalement innocenté car des différences apparaissent. C'est cette affaire qui a contraint la police anglaise à décrypter au moins 10 régions de l'ADN.

*** Beaucoup d'infos -et d'illustrations - contenues dans cet article sont tirées d'une brochure : *Du sang, de la chique et du mollard !***
Contact : dusangdelachique@gmail.com

ORWELL George, Ecrits politiques (1928-1946), Agone, 2009

Après *La Politique selon Orwell* de John Newsinger en 2006 et, en 2008, *A ma guise*, recueil de chroniques écrites entre 1943 et 1947, les éditions Agone viennent de publier des écrits inédits (lettres, essais, notes de lecture) en français de l'écrivain anglais, pour la plupart d'un grand intérêt. C'est le cas de *La Grande Misère de l'ouvrier britannique* (1928-1929), plongée édifiante dans le monde des prolétaires, des chômeurs et des vagabonds soumis au contrôle sourcilleux de travailleurs sociaux qui « veillent à ce qu'ils n'oublient pas un seul instant qu'ils ne sont que des parias, vivant aux dépens du public, et qu'ils doivent, par conséquent, en toute circonstance, se montrer humbles et soumis » ; mais aussi de ces réflexions sur l'Empire colonial britannique et son destin. Sur la guerre d'Espagne, ses lettres et analyses nous le montrent en colère : en colère parce que la realpolitik des « démocraties » européennes a liquidé l'expérience révolutionnaire en cours ; en colère contre l'URSS et la cécité des intellectuels communistes à admettre la trahison du Komintern… mais aussi profondément ému par ces « gens ordinaires », capables de se prendre en main et de tenter de construire un autre futur : «Etre en Espagne à cette époque était une expérience étrange et touchante parce qu'on avait devant soi le spectacle d'un peuple qui savait ce qu'il voulait, d'un peuple qui faisait face à son destin les yeux grands ouverts. »

Une partie de ses écrits traite de la situation en Angleterre. Pour Orwell, la guerre qui s'annonce offre l'opportunité de voir émerger un socialisme britannique, humaniste, reposant sur une alliance entre classe ouvrière et classe moyenne, cimenté par le patriotisme et l'idéal démocratique. Il considère que cette chance existe parce que les capitalistes britanniques se savent condamnés en cas de victoire nazie. Il rejette le pacifisme et le défaitisme révolutionnaire car « toute tentative de renverser notre classe dirigeante *sans* défendre nos côtes entraînerait immédiatement l'occupation de la Grande-Bretagne par les nazis et l'installation d'un gouvernement fantoche, comme en France ». C'est pourquoi ils appellent les socialistes à rejoindre la Home guard, sorte de milice de volontaires, à en prendre le contrôle ou, du moins, à empêcher qu'elle ne se transforme en milice réactionnaire.

En 1945, un raz de marée électoral porte les travaillistes au pouvoir. Orwell suit avec attention les premiers pas du gouvernement Attlee, mais note que « le Parti travailliste, dans l'esprit de l'homme ordinaire, ne signifie pas républicanisme, et encore moins le drapeau rouge, les barricades et le règne de la terreur : il signifie le plein-emploi, la distribution gratuite de lait dans les écoles, 30 shillings par semaine pour les retraités et, en général, la justice pour les travailleurs ». Orwell nous livre peut-être là une clé pour comprendre ses conceptions politiques atypiques : il n'est ni marxiste, ni anarchiste, ni social-démocrate. Qu'est-il alors ? Dans *Les socialistes peuvent-ils être heureux ?*, il « suggère que le véritable objectif du socialisme n'est pas le bonheur [mais] la fraternité humaine (…) Si les hommes s'épuisent dans des luttes politiques déchirantes, se font tuer dans des guerres civiles (…), ce n'est pas afin de mettre en place un paradis avec chauffage central, air conditionné et éclairage (…) mais parce qu'ils veulent un monde dans lequel les hommes s'aiment les uns les autres au lieu de s'escroquer et de se tuer les uns les autres ». Orwell refuse que le socialisme ne soit qu'un partage plus équitable des richesses produites. De même, comme le socialiste italien Carlo Rosselli[1] en son temps et, plus près de nous, Noam Chomsky dans sa controverse avec Michel Foucault[2], il rejette le relativisme moral du marxisme : « Les hommes ne meurent pas pour des choses nommées capitalisme ou féodalisme, ils meurent pour des choses nommées liberté ou loyauté, et ignorer un ensemble de motivations est aussi trompeur qu'ignorer les autres. » Pour lui, le Socialisme est un Idéal qui se construit pas après pas, et repose sur le volontarisme et l'idéalisme de l'homme ordinaire. Orwell, otage de son temps, coincé entre une social-démocratie embourgeoisée et un mouvement communiste stalinisé, est en ce sens un pragmatique et un réformiste. Il l'est comme le furent, à la même époque et à leur façon, un marxiste comme Antonio Gramsci, cherchant les voies d'une rupture révolutionnaire dans les pays d'Europe de l'Ouest[3], ou un libertaire comme Malatesta et sa stratégie gradueliste[4].

P.

Notes

Carlo Rosselli, *Socialisme libéral* (traduction et présentation de Serge Audier), Le Bord de l'Eau, 1930 (2009), 527 p. Il va sans dire que le socialisme libéral de Rosselli est aux antipodes du « socialisme » droitier en cours aujourd'hui…

Noam Chomsky et Michel Foucault, *Sur la nature humaine*, Aden, 2006, 197 p.

D. Grisoni et R. Maggiori, *Lire Gramsci*, Editions universitaires, 1973, 280 p.

Gaetano Manfredonia (textes réunis et présentés par), *La Pensée de Malatesta*, Groupe Fresnes-Antony, 1996, pp. 153-157.

Les Amis de Ludd. Bulletin d'information anti-industriel – II,

éditions La Lenteur, mai 2009, 192 p., 10 euros

Ce volume correspond à la traduction des numéros 5 et 6 du bulletin *Los Amigos de Ludd*, et regroupe plusieurs textes présentés ici par « rédacteur de Los Amigos de Ludd », groupe espagnol qui a cessé d'exister. La pertinence de ces textes, et donc la pertinence de leur publication, doit être signalée, au moment où les milieux radicaux, souvent coincés dans un malaise par rapport à la technologie, manquent d'arguments pour réfuter les thèses technoscientistes – ou se rallient purement et simplement aux illusions propagées par le système. Cet ouvrage s'inscrit donc dans la lignée de *Catastrophisme. Administration du désastre et soumission durable*, de Jaime Semprun et René Riesel (Encyclopédie des Nuisances) et de tant d'autres publications récentes sur l'opposition au système technicien.

La quasi-totalité des textes des *Amis de Ludd* est d'une utilité incontestable dans l'opposition à la technologie. L'article « Le mythe du progrès, l'abondance et la technologie dans le mouvement anarchiste » est une critique extrêmement bien argumentée des positions protechniques qui perdurent dans le mouvement libertaire et anarchiste, bien que la technologie offre tous les jours des exemples de cette perte totale d'influence des êtres humains sur la Mégamachine dont ils sont devenus les servants aliénés. « Les hackers et l'esprit du parasitisme » fait le point sur une illusion encore extrêmement répandue dans nos rangs, selon laquelle le web serait une forme mondialisée d'une possible démocratie directe. Les Amis de Ludd soulignent à l'inverse que « l'augmentation des moyens technologiques s'est en réalité traduite par une chute abyssale du niveau des connaissances, mais aussi par un recul dans leur appropriation réelle et par l'apparition dans la société de pans entiers de gens devenus incapables d'acquérir par eux-mêmes un savoir autonome ». Tout cet article démonte la pseudo-critique que constituerait le parasitisme dans ce système, telle que celle propagée par le best-seller *Bonjour paresse*, qui, sous prétexte de vanter l'opposition au travail, renforce l'un des piliers de ce système, le parasitisme – la bourgeoisie est bien une classe parasite, qui tente aujourd'hui de maintenir sa position par tous les moyens, y compris en fustigeant ses propres éléments « trop parasites », dont la prétendue cupidité serait la cause de la crise actuelle, alors que le système ne peut fonctionner fondamentalement que sur ces bases du parasitisme d'une classe sur une autre, et grâce à la cupidité des membres de la classe dirigeante. La technologie, parce qu'elle s'appuie sur les fondements de ce système et ne les remet surtout pas en cause, ne peut donc, expliquent les Amis de Ludd, constituer un espoir pour tous ceux qui œuvrent à l'émancipation de l'humanité.

L'Affaire Colonna – Une bataille de presse, Gérard Amaté,

Ed. Jean Paul Bayol, 2009, 154 p., 14,90 euros

Reprenant la chronologie de l'« affaire Colonna », l'auteur étudie la façon dont les journaux en ont parlé – citations à l'appui –, en fonction de leur sensibilité politique. Il montre en particulier comment les valeurs de la Révolution française, les droits de l'homme et l'indépendance de la justice ont incité la « gauche plurielle » à… défendre la cour d'assises spéciale – héritière de la Cour de sûreté de l'Etat – lors de son accession au pouvoir. La partition jouée par *Libération* et le Parti socialiste est mise en relief : « La presse proche du PS avait milité pour une condamnation de Colonna, tandis qu'à droite les quotidiens les plus importants *[notamment* Le Figaro*]* avaient partagé avec l'extrême gauche l'indignation que soulevait le procès. » « On n'épiloguera pas, constate Amaté, sur les raisons qu'avait la gauche de gouvernement de se distinguer à ce point. Dans une affaire intéressant la sécurité de l'Etat et menée tambour battant par les polices spéciales, les tribunaux d'exception et les services secrets, toutes les hypothèses sont possibles, depuis la simple solidarité autour d'une raison d'Etat jusqu'aux menaces de chantage par l'une ou l'autre des parties prenantes sur celle qui avait été décisionnaire au moment des faits. »

Car en 1998, année où est assassiné le préfet Erignac, c'est Chevènement qui est ministre de l'Intérieur ; c'est lui qui désigne Bonnet pour lui succéder à cette fonction – avec le succès que l'on sait… –, et lui qui clamera haut et fort la culpabilité d'Yvan Colonna.

V.

Un roi barbare
Essai sur H.D. Thoreau

Voila un livre fort bien venu en ces temps où Thoreau, après avoir été longtemps ignoré, semble frôler la déification par un certain public. La plume caustique de Stevenson, en effet, tempère fortement de son style cyranesque l'admiration inconditionnelle pour l'auteur de Walden et de la Désobéissance civile. Mais ce serait une erreur de voir dans ce livre juste une attaque contre Thoreau. Si Stevenson s'y laisse aller, par moments, à quelques piques jubilatoires contre celui dont la froideur et l'attitude monacale l'énervent, il ne retient pas non plus ses éloges, appréciant sans rechigner chez Thoreau « La fraicheur et la causticité de son intelligence ».

En fait, ce livre fait penser au « débat » entre Danton et Robespierre : entre, d'un côté, la quête absolue de pureté et de rigueur qui, pour parvenir à ses fins, se tient loin du monde et de sa vivante confusion et finit par s'étrangler dans l'ascétisme et la solitude égoïste (qui, par exemple, rompt avec ses amis pour préserver son idée de l'amitié - On pense ici à Debord !), et, de l'autre, un goût de la vie qui estime qu'on ne peut y trouver du plaisir en en refusant les plaisirs et que redouter le « contact vivifiant du monde » est « crainte, pour ne pas dire lâcheté ».

Stevenson, plutôt Danton, trouve que les goûts de Thoreau « étaient nobles et qu'il avait pour principale aspiration de ne pas se laisser souiller par le monde », mais il considère lucidement qu' « un homme peut aussi se montrer froidement cruel dans sa quête de bonté et même morbide dans sa quête de santé ». Difficile de ne pas l'approuver quand on sait ce que tant de « vertueux », décidés à imposer aux gens leur conception de ce que doit être leur « bonheur », ont pu infliger à l'humanité.

Il note aussi qu'on ne trouve, chez Thoreau, « pas un mot sur le plaisir, le rire, les baisers ou tout ce qui a trait à la chair et au sang », et commente, par un trait aussi excellent que méchant : « Pas étonnant qu'il ait eu des relations aussi proches avec les poissons ».

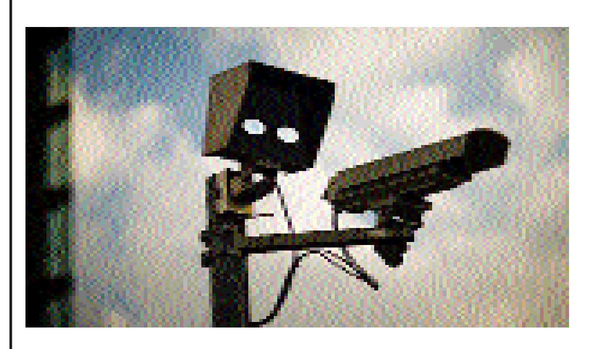
Bref, Stevenson est pour ne pas craindre de se coltiner avec la vie, ses imperfections et sa confusion, son or et sa boue. Et il est tentant de ne pas lui donner tort, quelle que soit l'admiration qu'on puisse avoir pour les Christophe Colomb de la vertu. D'autant que ces considérations offrent à Stevenson prétexte à écrire quelques très belles pages sur l'amitié, l'amour, le travail (où il fait un généreux clin d'œil à sa superbe Apologie des oisifs) et aussi d'excellentes remarques sur l'écriture. On aurait donc tort de bouder ce Roi barbare même si l'on a, pour Thoreau et ses généreux engagements (*Plaidoyer pour John Brown*) un grand respect ; surtout si l'on a ce respect.

Gérard Lambert-Ullmann

Stevenson, Un roi barbare (Essai sur H.D. Thoreau), Finitude, 80 p., 12 euros.

Critique du Libraire
Librairie Voix au chapitre, 67 rue Jean Jaurès, 44600 - Saint Nazaire

http://voix-au-chapitre.ouvaton.org/



« Nouveau » plan de prévention de la délinquance

Le Premier ministre français vient de présenter le *plan national de prévention de la délinquance* pour les trois années à venir. Il vise, pour l'essentiel, à relancer la loi du 5 mars 2007 et, en particulier, à surmonter les difficultés rencontrées par les maires pour organiser le « partage d'informations nominatives ». En effet, beaucoup de travailleurs sociaux refusent de partager leurs secrets professionnels avec la police et le maire…

L'Etat a donc décidé d'écrire une « charte déontologique en liaison avec le Conseil supérieur du travail social » afin que règne entre les acteurs la confiance ! Bien entendu, il s'agit aussi de développer la vidéosurveillance relookée en vidéoprotection, de lutter contre la récidive des mineurs délinquants et de faire respecter la « sanctuarisation des locaux scolaires » grâce aux brigades d'équipes mobiles de sécurité décrites ci contre.

D'autre part, pour aider les communes à appliquer cette loi, une innovation est menée dans le Loir-et-Cher. En effet, dans ce département, un poste de « Monsieur Délinquance » a été créé. Sa fonction : conseiller les maires et coordonner la prévention de la délinquance autour de cinq groupes de travail : le développement de la vidéoprotection dans les communes ; les plans anti-intrusion dans les collèges, avec éventuellement un système de caméras et d'alarme à l'entrée des établissements ; la réorientation des gens du voyage vers des zones attribuées ; la lutte contre les violences familiales ; la participation citoyenne, avec la création d'un réseau de voisins pour prévenir la délinquance et l'isolement social…

Le coût de ce poste est de 40 000 euros, payés par l'Etat et le Conseil général. Il est occupé depuis le 1er juillet par son initiateur : un ancien flic !

D'autre part, cette loi prévoyait la création de Conseils des droits et devoirs des familles. Le premier fut créé, à grand renfort de publicité, en mai 2007 à Castres ; deux et demi après, il n'en existe que 31… mais, là aussi, le pouvoir veut réagir et mobiliser ses troupes.

Le canon sonique : une technologie militaire au service du maintien de l'ordre

Une fois de plus, avec le canon sonique ou Dispositif acoustique de longue portée (en V.O. : Long Range Accoustic Device : LRAD), les découvertes de la technologie dans le domaine militaire se retrouvent dans le champ civil de l'organisation du monde et de ses modes de domination.

Les manifestants contre le sommet du G20 dans la ville de Pittsburgh en ont fait l'expérience en septembre dernier. Ce canon sonique émet un son douloureux et insupportable, forçant les manifestants à se couvrir les oreilles et à se retirer pendant que la police lance ses « habituels » gaz lacrymogènes et autres grenades étourdissantes.

Deuxième cas révélé, au même moment, de l'utilisation policière de cette arme « secrète » : le Honduras. Les forces de police et l'armée qui encerclent l'ambassade du Brésil où le Président déchu Zelaya a trouvé refuge ont déployé ce canon et l'ont utilisé à de multiples reprises, à la fois pour disperser les manifestants et pour harceler les personnes se trouvant dans l'enceinte de la représentation diplomatique.Le LRAD est une arme dite non létale. Selon l'entreprise qui le produit – la American Technology Corporation –, le LARD a été conçu après l'attaque du navire de guerre *US Cole* au Yémen en 2000, dans le but d'alerter et de contenir les avancées de l'ennemi.

Jusqu'aux manifestations de Pittsburgh et de Tegucigalpa, ce canon sonique était monté sur des véhicules de l'armée américaine ou des navires de guerre, pour avertir les navires croisant leur route ou pour protéger des navires de croisière ou de commerce contre les pirates en Somalie. Cette arme a également été utilisée en Irak en zone urbaine, et contre les Palestiniens par l'armée israélienne dans les territoires occupés. Le journal *La Tribuna*, favorable aux putschistes, a vendu la mèche : le LRAD, baptisé « Screamer » (*hurleur* ou *grande gueule*), s'est retrouvé à Tegucigalpa grâce à un « cadeau » de l'armée israélienne.

« L'utilisation du Screamer est un événement sans précédent, qui représente un changement significatif dans les tactiques de guérilla urbaine. Grâce à l'armée israélienne, le Honduras le possède maintenant et il est utilisé pour neutraliser les membres violents de la “Résistance” » (*La Tribuna*, 24 septembre 2009).

Ce canon sonique peut émettre différentes sortes de sons aigus (alerte, sirènes…). A pleine capacité, il émet une onde acoustique de 150 décibels dans un rayon de 100 mètres. Rappelons que les valeurs en décibels sont sur une échelle logarithmique : la multiplication d'un volume sonore par 2 donne une augmentation de 3 dB. Pour situer, à 90 décibels, le son commence à provoquer des dommages irréversibles au système auditif, et un vol de l'avion supersonique *Concorde*, proprement insupportable, dégageait 110 dB. Les effets immédiats peuvent être : convulsions, nausées, malaises, forts maux de tête.

On ne sait rien encore pour son utilisation en France. En tout cas, la société Quies qui fabrique les boules du même nom devrait voir son marché s'élargir à une nouvelle clientèle : les manifestant-e-s et autres rebelles.

Des milices dans les lycées et collèges « sensibles »

Sur proposition de Sarkozy, chaque académie de l'Education nationale recrute des « agents d'équipes mobiles de sécurité » composées de 20 à 50 personnes. Pendant cette année scolaire, quelque 500 personnes devraient être embauchées par le ministère de l'Education nationale.

Pour le seul département de Seine-Saint-Denis (93), 45 personnes seront recrutées d'ici à décembre. Ces équipes seront abritées dans des lycées choisis pour leur proximité avec des cités sensibles. La première équipe a été recrutée par l'académie de Créteil et est opérationnelle dans des lycées de Saint-Ouen, du Blanc-Mesnil, d'Aulnay-sous-Bois…

Pour postuler, il faut avoir le niveau bac, débuter une vie professionnelle, être jeune retraité dynamique des métiers de la sécurité ou avoir une expérience du milieu scolaire en qualité d'assistant d'éducation. Une bonne pratique sportive est nécessaire (arts martiaux conseillés), ainsi qu'une solide connaissance des zones urbaines sensibles et des populations.

Les missions de ces vigiles qui interviennent à la demande des chefs d'établissement sont de deux types : prévention de la délinquance scolaire et intervention immédiate à la suite d'un incident grave ou d'un trouble majeur en milieu scolaire. Leur statut est contractuel.

Nous espérons que des ripostes auront lieu dans les établissements scolaires où les milices seront appelées à intervenir. Parions qu'elles seront responsables… de bien des violences.





« Indect » va nous surveiller sur la « Toile »

Le programme européen « Indect » a été lancé très confidentiellement le 1er janvier 2009 grâce au financement de la Commission européenne qui a déjà investi plus de 10 millions d'euros dans l'affaire prévue pour s'étaler sur cinq ans. Ce programme vise à développer un système de surveillance des informations sur le Net.

Le but avoué est « la détection automatique des menaces, des comportements anormaux ou de la violence ». Il s'agit de concevoir « un système intelligent d'informations permettant l'observation, la recherche et la détection (…) en vue d'assurer la sécurité des citoyens dans un environnement urbain ». Ce programme a pour fonction de surveiller de très près les sites Web, les serveurs de fichiers, les forums de discussion… et même les ordinateurs individuels. Si la moisson s'avère bonne, les informations collectées seront traitées par des programmes capables de comprendre et d'enregistrer les relations entre les individus et les organisations diverses aux-quelles ils semblent rattachés sur le Web. Ce programme européen est mis en place avec le concours de la police d'Irlande du Nord et le quartier général de la police polonaise – tous deux ayant un passé « glorieux » –, et les universités et pôles universitaires de technologie les plus performants en intelligence artificielle de Grenoble, Madrid, Vienne…

Du beau linge !

La délation en action

Un Mauritanien, travailleur sans papiers, avait un compte à la Société Générale à Boulogne, en région aarisienne. Venu retirer de l'argent de son compte bancaire, il a justifié son identité avec la fausse carte de séjour qui lui avait permis d'ouvrir ce compte en 2005. Le guichetier s'est aperçu qu'il s'agissait d'un faux. Il a alors appelé la police et fait fermer les portes de la banque. Ce jeune Mauritanien, qui venait de déposer un dossier de régularisation par le travail, a alors été arrêté et placé au centre de rétention du Mesnil-Amelot. A ce jour, nous ne savons pas ce qu'il est devenu !

Ce cas de délation n'est pas isolé : fin août, un autre Mauritanien, vivant à Orléans et convoqué dans une agence Pôle Emploi, a été accueilli par la police. Pendant l'été, d'autres délations ont eu lieu : dans un boutique Bouygues à Evry, dans une agence bancaire CIC à Montrouge et dans une agence LCL-Crédit Lyonnais à Aulnay-sous-Bois… le tout en région parisienne. Notons que si les cas de délation semblent augmenter, ils sont de plus en plus connus et dénoncés.

De nouveaux outils pour encourager la délation sont aussi créés. C'est ainsi que la police du département de l'Essonne (91) propose une boîte mail à destination de la population des quartiers sensibles de ce département. L'adresse mail en est aujourd'hui disponible, dans les commissariats mais aussi dans les mairies. Certains élus en font même de la promotion dans leurs bulletins municipaux.

L'objectif de cette adresse électronique est de permettre à la police de recevoir des témoignages (avec éventuellement des images) concernant la petite délinquance. Les squats en bas des immeubles, les rodéos à moto, les petits dealers… sont les principales cibles de ce nouveau dispositif, qui garantit la confidentialité totale à l'auteur du mail. D'après le responsable de la police de ce département, un certain Jean-Claude Borel-Garin, « cela désenclave les quartiers sensibles et permet à ceux qui ont peur d'entrer dans un commissariat de se faire entendre » ! Mais, finalement, d'après un certain Balkany, député-maire des Hauts-de-Seine, connu pour ses « coups tordus » et ses « affaires », cette adresse mail devrait donner beaucoup trop de travail improductif à la police.

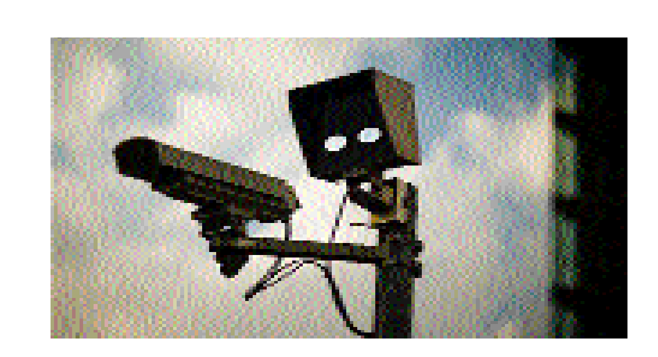
Affaire à suivre !

Fichiers lucratifs

Un sous-brigadier de Saint-Nazaire vient d'être condamné à deux ans de prison avec sursis pour avoir vendu à un détective de Lille des infos tirées de différents fichiers de la police. Il aurait touché 17 000 euros pour 16 000 consultations. Son client a écopé de la même peine de prison avec sursis. Et, pour terminer sur une note ubuesque : cette affaire a été révélée… grâce au sous-brigadier, qui a dénoncé son client parce qu'il ne le payait plus !

L'interconnexion des « services publics » en route

La connexion entre les fichiers de l'Education nationale et ceux des Missions locales est une réalité. Sur décision d'une réunion interministérielle d'avril 2009, il y a maintenant des échanges informatiques entre la base de données des Missions locales (Parcours 3) et Sconet, la base de données des lycées et collèges, afin de repérer les « décrocheurs » de l'Education nationale. C'est ainsi que les établissements scolaires seront informés lorsque les Missions locales recevront des jeunes encore scolarisés, et les Missions locales auront la possibilité d'accéder à Sconet pour en savoir un peu plus sur le jeune qu'elles viennent de recevoir. D'autre part, les Caisses d'allocations familiales (CAF) sont connectées avec les impôts pour la déclaration de revenus. De plus, leurs agents peuvent accéder directement au dossier Pôle Emploi d'une personne qu'ils reçoivent…



Chronique poitevine

Dans le numéro d'octobre 2009 de Courant alternatif, nous donnions le programme de la Journée anticarcérale prévue le 10 octobre à Poitiers. Des événements que nous n'avions pas annoncés s'y sont produits et méritent qu'on y revienne.



Il n'y a pas eu plus d'émeute à Poitiers le 10 octobre... que de socialisme en France en mai 1981

Quelques poubelles qui brûlent, quelques vitrines brisées (celles de banques essentiellement, ainsi que de Bouygues Télécom – le maître d'œuvre de la nouvelle prison à Vivonne –, et d'un journal local), quelques fumigènes, le tout mettant aux prises quelques dizaines de personnes avec la police pendant une petite heure, cela ne fait pas encore une émeute !

Une émeute, c'est, rappelons-le, un soulèvement populaire mis en œuvre par une partie importante et significative de la population dans un espace politique donné.

En revanche, l'intrusion policière couverte par le procureur de la République, à huit heures du soir, dans un lieu privé, bien après et loin du lieu de la manifestation, pour procéder au contrôle d'identité des 100 personnes présentes pour un débat, un repas et un concert (toutes choses qui ne purent avoir lieu de ce fait), cela ressemble fort à un état de siège interdisant toute réunion la nuit venue ! Tous et toutes au sol, mains sur la tête en plein air pendant cinq heures, cela n'est pas encore si banal que l'on ne puisse en faire grand état.

La journée anticarcérale du 10 devait être l'occasion – en profitant du transfert, prévu le lendemain, des prisonniers de la vieille prison de Poitiers vers la neuve de Vivonne, à quelques kilomètres – de poser la question cruciale de la prison dans une société où le sécuritaire et l'enfermement sont les deux pivots du maintien de l'ordre capitaliste.

Un premier débat s'est tenu en début d'après-midi, parfaitement introduit par une militante de l'Association pour le respect des proches des personnes incarcérées (ARPI). Il fut l'occasion d'aborder de multiples questions dans une ambiance d'écoute et de réflexion assez rare sur ces sujets particulièrement sensibles. Quel sens donner à l'abolitionnisme ? Quelle population croupit dans les prisons ? Dans une société « libertaire », quel sens aura la déviance ; faudra-t-il ou non « punir », pourquoi, comment ? Bref, autant de questions guère débattues en public. Une réussite.

Ensuite, départ pour la manif « festive ». Mais s'il y a eu problème alors, ce n'est pas tant dans les événements décrits succinctement plus haut – qui, répétons-le, ne furent en rien une émeute, et dont la responsabilité revient essentiellement aux forces de l'ordre – que dans l'ambiance qui y régnait. Des groupes de militants, ceux que nous appelons « hors-sol », ont, de fait, pris le contrôle de la manifestation, qui regroupait environ 300 personnes, imprimant leurs décisions, leur rythme, leur manière d'agir et leurs fantasmes à l'ensemble des manifestants (sans se préoccuper des retombées sur l'environnement local). A disparu alors tout souci d'expliquer le pourquoi de cette manifestation – pas de tract clair, pas de slogans lancés, des banderoles vides de toute inscription (!). Or, quand de tels messages sont absents, il ne reste plus que celui des vitrines brisées comme but en soi et unique non-message ! Comme si l'objectif de la journée, qui était de sensibiliser un peu une frange de la population à l'absurdité de la prison, devenait secondaire par rapport à, par exemple, l'inscription du slogan le plus imbécile de l'année : « La plus belle jeunesse est celle qui est en prison », ou encore à s'affronter avec la police. Bref, une ambiance pas trop démocratique (il n'est pas de démocratie que bourgeoise !) et un avant-gardisme rappelant de sinistres heures du gauchisme militaro que l'on croyait renvoyé aux poubelles de l'Histoire. Une manifestation où la peur et l'angoisse devant des visages figés par des masques et des uniformes sombres nous plaçaient aux antipodes des yeux dans les yeux et de la communication colorée et festive prévue.

Ce n'est pas la première fois que cela se produit, et il est urgent que les pendules soient remises à l'heure, afin que le sens des mobilisations en cours ne passe pas au second plan en nous faisant entrer dans un cycle permanent de violence-répression où notre énergie s'usera au nom de la solidarité (« malgré tout », puisque ce sera un choix forcé). Autrement, les sempiternelles obligations antirépressives risquent de devenir pour nous le pendant des journées d'action rituelles de la CGT.

(communiqué OCL Poitou 11 octobre 2009)

Retour sur une funeste journée

L'objectif de la journée anticarcérale devait donc être une occasion, grâce aux débats prévus, de réintroduire, de manière suivie et régulière, la question de l'enfermement dans les pratiques militantes. Le *Collectif contre la prison de Vivonne* rappelait en ce sens, dès le lendemain des incidents du samedi, « que la manifestation n'était pas le centre de la journée ». Que, par conséquent, « les pratiques utilisées [lors de cette manifestation] ne correspondaient pas à [ses] attentes et qu'un bilan de la stratégie politique émanera[it] de ces événements ».

Mais auparavant, dans ce communiqué, le collectif affirmait avec force : « Les déclarations de tous les "citoyens" et "journaleux" qui ont pris hâte de faire passer ce collectif comme un prétexte pour organiser une "émeute" et étant une "cellule d'ultra-gauche" nous paraissent donc d'une stupidité sans nom, d'un mensonge et d'une volonté politique des plus réactionnaires. Encore une fois nous assistons à l'utilisation d'outils médiatico-politiques récurrents ces derniers temps au même titre que les étiquettes d'"anarcho-autonome" et d'"ultra-gauche organisée". » La solidarité avec **tous** les interpellés était immédiatement posée comme un principe.

Dès le lundi 12 à 14 heures, huit des personnes interpellées passaient en comparution immédiate au tribunal de Poitiers. Beaucoup de monde présent pour les soutenir malgré une incroyable présence poli-

cière sans doute encore accrue par l'arrivée dans la ville du ministre de l'Intérieur, venu essayer de comprendre la recette du farci poitevin. Quelques personnes purent entrer dans la salle, occupée en partie par… des étudiants en droit ! mais la grande majorité dut rester sur les marches du palais.

« Dans la bouche du procureur, c'est la voix d'Hortefeux qui raisonne sous la coupole du tribunal: plus de cinq ans de prison ferme et trois ans de sursis sont réclamés en tout pour ces huit prévenus qui n'ont même pas causé d'égratignure. On en accuse de jets de pierre, de pile, ou de briquet, en oubliant qu'aucune n'a atteint la cible qu'on lui prête. On soupçonne les témoins de complicité sans leur laisser le moindre crédit et l'on glorifie le courage et la bravoure des fonctionnaires de police (surtout les gradés…) qui sont installés sur un piédestal. L'Etat policier félicite ses troupes (massivement présentes dans la salle !) par la voix d'un procureur qui semble vouloir dire : "Vous manifestiez contre la prison de Vivonne, eh bien, vous allez savoir de quoi vous parlez" qui fait écho aux : "Vous vous êtes bien amusés, à nous maintenant!" lancés par les représentants de l'ordre lors des multiples arrestations en marge de la manifestation. Sous couvert d'une remise en contexte, on nous rabâche que sous l'action collective se cachent des décisions individuelles, et donc des responsabilités individuelles à la terreur qui ébranla le centre-ville de Poitiers alors animé par la liesse pacifique [du Festival] "Les Expressifs", et on nous parle de traumatisme et des enfants qui pleurent, en oubliant bien sûr que ce sont les policiers et personne d'autre qui ont lancé trois grenades lacrymogènes dans la foule, irritant la gorge et les yeux des passants. A l'entendre, c'était la guerre civile. » (*Collectif contre la prison de Vivonne*)

Malgré la volonté délibérée de la police de faire peur en laissant planer la possibilité de nouvelles interpellations, beaucoup restèrent jusqu'à l'heure du verdict, à 1 h 30 dans la nuit de lundi à mardi.

Nathalie : Déclarée coupable de détention de feux d'artifice ; 2 mois avec sursis ;

Charles : Déclaré coupable de détention de feux d'artifice ; 2 mois avec sursis ;

Patrick : Déclaré coupable de violence sur commissaire (jet de pile) ; 8 mois dont 4 avec sursis ; 800 euros d'amendes ;

Serge : Déclaré coupable de dégradations volontaires sur bien privé ; 6 mois avec sursis, 2 ans de mise à l'épreuve (obligation de soins, d'activité et de dédommagement) ; 2 850 euros d'amendes ;

Samuel : Déclaré coupable de violence sur commissaire ; 6 mois dont 5 avec sursis ;

Jean-Salvy : Déclaré coupable de violence sur officier de police ; 6 mois dont 5 avec sursis ;

Leo : Déclaré coupable de dégradations volontaires par incendie et jets de pierre ; 6 mois avec sursis ;

Candice : Déclarée coupable de dégradations volontaires sur un bien d'utilité publique ; 6 mois avec sursis et mise à l'épreuve ; 300 euros d'amendes pour refus d'ADN et 650 euros pour la Mairie de Poitiers.

La presse n'ayant pas grand-chose à se mettre sur le marbre ce dimanche-là, le pouvoir ayant à faire oublier quelques affaires désagréables, l'occasion était bonne pour faire enfler démesurément la polémique. Car, enfin ! les dégâts ? Certes il y en eut, mais quelques jours plus tard les tonnes de terre déversées par la FNSEA en centre-ville, sous la protection des autorités, coûtèrent sans nul doute autant que les vitrines et la peinture pour recouvrir les tags du 10 ! Des affrontements, il y en eut d'autres dans la même semaine, et surtout il y en avait eu durant les mois précédents. Mais le pouvoir ne craint ni ne réprime la FNSEA. Elle a davantage peur d'une jeunesse qui se radicalise d'autant plus qu'elle n'a rien obtenu, durant ses trois années de lutte, à l'université comme au lycée – et ce dans un contexte où même au sein des entreprises les formes prises par la contestation diffèrent des formes habituelles, et pas seulement dans l'Hexagone.

Pour comprendre les événements de Poitiers, et en particulier la responsabilité policière dans la journée du 10 octobre, il faut revenir un peu en arrière. La force des mouvements lycéens et étudiants dans une petite ville de 90 000 âmes (sensibles !), avec près de 30 000 étudiants, a créé depuis un an une ambiance particulière de chasse aux jeunes : une BAC très agressive qui sillonne Poitiers le soir, à la recherche de têtes connues du mouvement étudiant, de nombreuses arrestations hors manifs, des menaces verbales et physiques continuelles, des procès et des condamnations – lesquelles, rétrospectivement, paraissent assez faibles, comparées à celles qui sont tombées à la suite du 10 octobre. C'est dans ce contexte que s'est créé au printemps dernier le Comité poitevin contre la répression des mouvements sociaux. Et s'il ne bénéficia pas alors du même soutien que présentement, c'est que nous n'étions pas encore en période préélectorale !

Ne pas céder à la simplification

Le décor était donc déjà planté, et les militants que nous qualifions de « hors sol » et que nous critiquons avec force *(voir plus haut et plus loin)* ne furent finalement que la cerise sur le gâteau. C'est bien le quadrillage d'une ville destiné à marginaliser une partie de la population (une jeunesse contestataire) qui est le véritable enjeu. Si on voyait cela dans ce que les bien-pensants appellent les « quartiers sensibles » ou les « quartiers » tout court, c'était plus rare dans un centre-ville, bien blanc, de gauche, culturel et pantouflard. Et heureusement si, cette fois, le silence des pantoufles n'a pas triomphé de la solidarité ; espérons qu'il en serait de même en cas d'incidents dans les « quartiers » !

Le déchaînement contre les casseurs ultra-gauche a permis que les vraies causes – les offensives patronales et la morgue de la classe dominante – soient une nouvelle fois occultées. Tel un tour de magie, tel un discours convenu qui sert depuis des lustres, on dénonce les casseurs et/ou les provocateurs. Au nom de la République pour les uns, au nom de l'ordre pour les autres –



Le Commissaire Papineau en plein travail pour faire cesser une rumeur lancée par un sale type en rouge selon laquelle le procureur serait un salaud, un Papon ! Non mais !

Selon que vous serez connu ou inconnu…

Le 17 octobre à Poitiers : la manifestation du collectif des parents et amis de deux incarcérés se termine dans un petit parc près du… monument à la Résistance. La dissolution s'opère on ne peut plus calmement. Un homme discute avec les gens qui l'entoure et dit à forte voix : « Le procureur c'est un salaud, c'est un Papon… » le commissaire Papineau, à quelques mètres, a l'oreille qui traîne (c'est vous dire si l'ambiance n'était pas aux affrontements !), et il ordonne à quelques-uns de ses sbires qui baguenaudaient dans le coin de procéder à l'interpellation du gars. Du coup, des gens s'offusquent et trois d'entre eux sont embarqués eux aussi. Papineau aura quand même réussi une petite pêche. Mais il s'agit là d'une première, être arrêté pour des propos tenus en privé dans la rue avec des amis ! Quand on vous dit que Poitiers est un terrain d'expérimentation, ce n'est pas un vain mot, après la rafle de 80 personnes dans un local privé le 10 octobre.

Mais, rassurez-vous, les chansons de Brassens sont toujours en vente à la FNAC de la ville. Notamment celle qui parle de « rosser les cognes » et qui les traite de guignols et de lourdauds, celle qui affirme : « Je les adore sous la forme de macchabées »… ou encore : « Ces furies comme outrage ultime leur auraient même coupé les choses, par bonheur ils n'en avaient pas. » Evitez malgré tout de les écouter en pleine rue un jour de manif !

… mort ou vivant

Pas très productif, ce type de manif...

Quand on manifeste, c'est toujours pour quelque chose. Sur le terrain politique, c'est pour faire avancer une lutte ou populariser une idée – en adressant un message à la fois au pouvoir (c'est ça qu'on veut et on est déterminé à l'avoir) et aux gens qui nous entourent (voici de quoi il s'agit, rejoignez-nous ou soutenez-nous).

Pour faire connaître la finalité d'une manifestation, il existe un certain nombre de moyens (prises de parole, slogans... banderoles, tracts, journaux, affiches, tags... parcours vers un lieu symbolique ou action symbolique durant le parcours...) ainsi que des signes distinctifs dans le cortège (badges, autocollants, drapeaux...) favorisant une identification et une adhésion à la lutte menée.

Lorsque l'objectif de la lutte n'est pas clairement énoncé (pas de banderole, pas ou peu de tracts...), ce sont les moyens mis en œuvre qui ressortent au détriment de son enjeu. En particulier, les effets de l'action violente, qui peut devenir rapidement une fin en soi, ou du moins apparaître comme telle – non seulement pour le pouvoir (ce qui en soit n'est pas tellement grave, car personne ne cherche vraiment à le convaincre du bien-fondé d'une mobilisation) mais aussi pour le public... et pour les acteurs et actrices de cette action (ce qui l'est bien davantage).

En ce qui concerne les spectateurs et spectatrices, l'emploi d'une violence apparaissant totalement injustifiée, « gratuite », parce que son enjeu n'est pas assez clair, va avoir un effet à rebrousse-poil. D'une part, la grande majorité, déjà peu acquise à nos mobilisations, se tournera vers les « forces de l'ordre » pour réclamer qu'elles rétablissent celui-ci. D'autre part, la minorité susceptible de se reconnaître dans une de nos causes s'en détournera par dégoût, peur de prendre des coups, crainte d'être manipulée si elle rejoint les rangs... ce qui contribue à enterrer une lutte bien davantage qu'à la développer.

En ce qui concerne les acteurs et actrices de l'action violente, le risque est grand de les voir perdre très vite de vue le sens de la mobilisation en cours, en recourant à de tels moyens. Car ceux-ci deviennent facilement un but en soi – la baston pour la baston –, ce qui réduit l'affrontement avec le pouvoir à un face-à-face avec les flics et un saccage des représentations du capitalisme marchand ou financier. Mais, de plus, pareille dérive s'accompagne souvent d'autres effets pervers :

- convaincre les partisans de la violence (sinon les renforcer dans l'idée) qu'ils et elles sont les seuls détenteurs de la démarche à impulser – donc de la « vérité » –, un premier pas vers l'avant-garde éclairée (si celle-ci n'était pas déjà pensée en ces termes) ;
- les entraîner, en conséquence, à organiser le « spectacle » de cette violence comme un bataillon militaire n'obéissant qu'à ses propres lois, sans se préoccuper des retombées sur leur environnement immédiat ni des conséquences sur la mobilisation initiale (avec une caricature des services d'ordre partidaires et syndicaux ordinairement dénoncé) – un choix qui attirera dans les rangs de l' « élite activiste » d'autres activistes obéissant à une logique identique, mais pas forcément à ses motivations ;
- piéger plus ou moins les personnes engagées dans la lutte d'origine en les faisant entrer dans un cycle permanent de violence-répression où elles useront leur énergie au nom de la solidarité (« malgré tout », puisque ce sera un choix forcé) et au détriment de l'efficacité pour cette lutte, qui y perdra une bonne part de son sens.

Françoise

Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur

Beaumarchais

Le 23 août, un groupe a saboté la construction d'un nouveau centre de détention pour émigrants à Fairoaksbaan, aéroport de Rotterdam, Pays-Bas. « Nous avons mis le feu à l'endroit où se trouvent les bureaux qu'utilisent les directions des sociétés de planification et de construction responsables du projet. Toutes les entreprises impliquées dans la planification, la conception, la construction et l'exploitation font des profits sur l'emprisonnement des personnes avant leur expulsion. Elles soutiennent le système répressif qui vise à briser la dignité des émigrants, les exploite et même les tue. Notre action vise à arrêter la construction de la forteresse Europe.... », précise le groupe qui revendique l'action.

Et puis en Belgique, le 16 octobre... La presse rapporte qu'« une vingtaine de personnes masquées ont envahi jeudi l'entreprise de construction Besix, dans la commune gantoise de Sint-Denijs-Westrem. L'entreprise a été saccagée, selon le parquet de Gand. Les faits résulteraient du mécontentement provoqué par la construction d'un nouveau centre fermé pour les sans-papiers à Steenokkerzeel, à côté du centre fermé existant 127 bis. D'après la presse locale, le groupe est entré dans le bâtiment de Besix, Kortrijksesteenweg, en fin de matinée et a saccagé tout le mobilier, projeté de la peinture noire partout, abîmé du matériel de bureau, des ordinateurs et des écrans plats. Du produit odorant a été déversé sur le sol. La salle d'accueil, plusieurs bureaux et des espaces de conférences ont été dévastés. Des slogans en noir ont été écrits sur un mur : « No borders » et « 127 tris JAMAIS ». Les membres du groupe auraient expliqué à la réceptionniste qu'il ne lui arriverait rien si elle se tenait calme. Ils ont également déclaré que leur acte était « la conséquence de la construction des prisons ». Les vandales s'opposeraient ainsi à la construction d'un nouveau centre de transit pour sans-papiers à Steenokkerzeel. Le nouveau centre de rétention sera construit sur un terrain qui jouxte le centre fermé 127 bis. « Leur méfait accompli, les individus ont pris la fuite sans être inquiétés. La police n'a pas de traces vers des suspects, mais elle a déclaré qu'il est sûr qu'il s'agirait d'anarchistes. »

certains même, à l'extrême gauche libertaire, dénonçant les « fascistes » ! Il est évident que, quelles que soient les critiques faites au déroulement de la manif, commencer un communiqué par la dénonciation des « casseurs » ou des « fascistes » a un sens très précis, celui non seulement de se démarquer, mais aussi de se réintroduire dans le camp de ceux qui font de la « vraie politique » et qui ont pignon sur rue.

La pression a été si forte qu'il a parfois été difficile de faire entendre un autre son de cloche, tant tout était déformé à souhait pour faire dire aux mots ce qui allait dans le sens du consensus politiquement correct.

S'il ne fut pas facile de dire que ne pas dénoncer ne signifiait pas ne pas critiquer avec détermination, il fut tout aussi compliqué de faire entendre à d'autres que critiquer n'est pas dénoncer. Il aurait fallu se taire et approuver. Eh bien non, il n'était pas question de se taire et de ne pas mettre en question ces stratégies avant-gardistes que certains néo-autonomes ou anarchistes (appelez-les comme vous voulez, vous voyez de quoi il s'agit) mettent en place. Il fallait absolument refuser de se laisser enfermer dans une omerta voulant nous pousser à un choix sinistre et stalinien : « Qui n'est pas avec nous est contre nous. » Non ! « Les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis » !

Le texte le plus élaboré et le plus significatif de cette stratégie guerrière totalement artificielle fut celui du groupe anarchiste individualiste *Non Fides* intitulé « Poitiers : Eclaircissements récents sur l'impossibilité de quelques affinités »[1]. S'en prenant à la fois à l'OCL, au Collectif contre la prison de Vivonne, et finalement à toutes celles et tous ceux qui étaient venus à cette Journée anticarcérale pour débattre et en savoir plus sur les prisons, ce texte a finalement bien compris notre position : c'est vrai, selon nous, « l'heure n'est pas à l'attaque et à la destruction de toutes les prisons ! ». Nous devrons, hélas, attendre encore un peu. Nous ne nous étendrons pas ici sur cette prose que l'on peut trouver sur le site de l'OCL), et qu'un internaute a parfaitement analysé et critiqué dans un texte que nous reproduisons ci-contre dans la rubrique « Courrier du web ».

Le débat n'est certainement pas clos, mais il est évident que les événements de Poitiers ont fait bouger les lignes et que, avec un peu de recul, il sera possible d'en tirer plus sereinement des enseignements.

OCL-Poitou

1. ***http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article634#forum463***
- Signalons également les émissions de Radio de l'Egregore des 12 et 19 octobre consacrées à Poitiers et ses suites.
A télécharger ou écouter en ligne sur
http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article635

A propos des *Quelques anarchistes précipités*

Nous avons reçu ce courrier sur les forums du site OCL liés au communiqué du 11 octobre 2009. Il répond à un internaute quiventait un texte publié initialement par *l'apériodique anarchiste Non Fides (http://www.non-fides.fr/)*.

Je n'étais pas à Poitiers et je ne réagis donc qu'à ce que j'ai pu lire ici ou là, en particulier sur Internet. Je réagis ici à ce texte incroyable, signé par des « anarchistes précipités », parce qu'il me semble proprement délirant, irréel et dangereux.

La première chose vécue a été le déferlement d'une information en boucle tout le week-end, sur les radios et les JT des grandes chaînes de TV. Des scènes d'émeute, des hordes de casseurs, déferlement de violence, des groupes très organisés se réclamant de l'ultra-gauche s'en sont pris à des dizaines de boutiques du centre-ville, le centre-ville de Poitiers saccagé et les habitants sous le choc…

Bref, une bonne grosse campagne sécuritaire des médias qui fait monter la pression sur l'opinion, mais, à travers ça, sur le pouvoir politique pour qu'il s'« explique » : Comment est-ce possible ? Comment vous, les tenants de la sécurité, vous n'êtes pas capable d'empêcher cela ? De surveiller tous ces mouvements ultra-gauche ? etc. La surenchère sécuritaire est en place. Visite de Hortefeux, etc.

Les mots sont importants – et une émeute et le saccage d'un centre-ville, c'est pas quelques vitrines cassées, taggées, quelques fumigènes balancés.

Là-dessus, les camarades de l'OCL ont eu raison d'essayer de rétablir les ordres de grandeur et donc de signification. Quelques vitrines cassées, ça ne fait pas une émeute. *« Une émeute, c'est, rappelons-le, un soulèvement populaire mis en œuvre par une partie importante et significative de la population dans un espace politique donné. »* (Communiqué OCL du 11 octobre). Sauf à vouloir travestir la réalité et la faire correspondre à ses fantasmes. Fantasme sécuritaire de ceux qui veulent toujours justifier plus de répression, de vidéosurveillance, de contrôle de toutes sortes, qui défendent et veulent convaincre du bien-fondé de la mise en place d'un état d'exception permanent, au nom de la sécurité « qui est la première des libertés », n'est-ce pas ?

Fantasme qui est apparemment aussi celui des *« Quelques anarchistes précipités »* qui ne voient pas de raison de critiquer la redoutable machine sécuritaire, trouvant *« banales »* les méthodes policières, et préférant manier l'insulte contre l'OCL et les mièvres organisateurs de cette journée anticarcérale qui mettaient *« en avant les aspects les plus superficiels de l'univers carcéral »*. Bref, de pauvres militant-e-s illusionnistes, qui participent au spectacle au lieu de la combattre parce qu'ils n'ont pas compris qu'il faut *« contribuer par de réels dégâts physiques et matériels à la guerre sociale »*. Mais c'est vrai, à quoi bon lutter contre l'incarcération, contre la logique de l'enfermement alors qu'il faut s'en prendre à l'*« administration pénitentiaire de nos vies »* ? Si la société est une prison, évidemment, à quoi bon lutter contre une prison ou l'ensemble de la logique carcérale ? Comme les méthodes policières *« banales »* ne méritent pas qu'on les conteste.

Toujours, partout, en toute circonstance, dans n'importe quel contexte… parce que, n'est-ce pas, *« nos cœurs bouillonnent vers la guerre »*. Il n'y a pas ici de raisonnement, de réflexion sur les moyens et les fins, non. *« Nos cœurs »* nous poussent à la guerre ! Alors, s'il s'agit d'aimer la guerre, d'en avoir envie, d'être attiré par elle et en attendre du plaisir, il est clair que l'on ne navigue pas du tout dans les mêmes eaux !

Et là, les références négatives de nos soit-disant *« anarchistes »* envers la *« population »*, envers le *« peuple »*, en disent long sur la vacuité politique totale de ces crétins individualistes, qui se gargarisent de mots creux quand ce n'est pas la pire conception libérale de la liberté : l'illimitation des jouissances privées de l'individu contrariée par l'Etat. Inutile d'aller chercher *« l'apanage des maoïstes et des léninistes »*, historiquement l'anarchisme dans ses différentes variantes appartient au combat prolétarien, aux luttes paysannes, aux combats du mouvement ouvrier, du peuple contre les injustices et pour sa liberté (1). Le terme de peuple est, certes, polémique et problématique, mais c'est précisément en cela qu'il est intéressant : il n'autorise pas de dogmatisme. Et puis, quels concepts ne sont pas polémiques : l'anarchie, la démocratie, la révolution, le « système », le capitalisme ? Cette manière de dénigrer le *« peuple »*, le *« populaire »* en dit long de leur appartenance à une tradition fondamentalement élitiste, celle des savants, de ceux qui se pensent supérieurs car ils possèdent plus et mieux la science qui délivre la vérité.

On croit rêver en lisant un tel tissu d'âneries. On a l'impression que, banalement, l'histoire se répète et que des leçons n'ont pas été tirées

Qu'ils ne supportent pas le *« démocratisme »* et la politique est d'ailleurs cohérent. Chez ceux qui rejettent la politique et l'idée démocratique, c'est toujours au nom d'une vérité supérieure (de l'être, du social, de la pensée), mais évidemment cachée, que seuls les esprits malins, mais peu nombreux, savent débusquer. C'est une très vieille histoire qu'ils nous racontent là, qui remonte au moins à

Platon. Chez les stals, les léninistes, dans le marxisme positiviste, c'était au nom de la science du prolétariat ; chez nos anarchistes insurrectionnalistes, ça doit être au nom de la vérité des exigences de la vraie vie et de la « vraie » subversion menées par des *« individus »* contre tout ce qui peut les menacer, des êtres posés comme purs absolus, séparés, déliés de toute socialité. La politique que ne supportent pas ces *« anarchistes précipités »*, c'est précisément ce qui permet de fabriquer du commun, de donner sens à des communautés humaines concrètes, des espaces à l'intérieur desquels il est possible pour des êtres singuliers, sans qualité particulière, de problématiser, de mettre en discussion, d'élaborer des formes nouvelles de voir le monde et de le transformer.

Pour nos *« précipités »* et autres insurrectionnalistes, l'action, l'acte, le cassage de vitrine ou autre, n'est pas un acte calculé, situé dans un contexte, dans le cadre d'une lutte sociale et politique, car on est là encore dans le domaine de l'insuffisance, du faux, de l'illusionnisme ; l'acte destructeur est le signe existentiel, et non politique, censé exprimer la vérité de la révolte de son auteur. Et les « émeutes » à 200, largement dramatisées et surmédiatisées, ne sont en aucun cas à critiquer, peuvent et doivent se faire partout, en toute circonstance, dans n'importe quelle condition, sans tenir compte de l'avis de ceux qui organisent une manifestation, qui essaient de sensibiliser la « population » (beurk !).

Il est piquant de lire que les *« éternels commentateurs »* poitevins mis en cause étaient pourtant sur place et participaient à l'organisation de cette mobilisation anticarcérale, tandis que nos *« anarchistes précipités »*, absents de cette journée, ne se gênent pas pour commenter… les commentaires et les points de vue.

Ce n'est pas la première fois que des individus voulant faire assaut de radicalité, d'engagement total et d'intransigeance, non seulement traitent par le mépris tous ceux et celles qui n'optent pas pour leurs positions mais en plus en viennent à donner raison à l'Etat, aux campagnes médiatiques sur la sécurité, au quadrillage militaro-policier du territoire : c'est du « banal », c'est logique puisque le monde est une prison.

La répression est *« si banale »*, la société une prison, les luttes *« populaires »* sont à chier, les initiatives organisées par des *« chieurs d'encre militants »* ne servent à rien ou ne font que créer des illusions, et le *« militant moyen »* qui s'y consacre ne fait que participer à la *« pacification sociale »* car, selon lui, *« il faut l'attendre pour agir »*.

Malgré leur tonalité antipolitique, ces propos s'inscrivent dans une démarche politique, non seulement erronée et à combattre parce qu'avant-gardiste, mais dangereuse car elle referme tous les espaces de la conflictualité sociale et politique, et ne privilégie que l'action « militaire » (c'est la guerre !). Les réunions publiques ne servent à rien, ni les *« rassemblements sans contenu (ou trop peu), rassembleurs »*. Essayer de diffuser des idées, des arguments, s'adresser à la population, avoir une expression collective (contre la prison, mais cela serait la même chose sur d'autres sujets), s'opposer à la politique sécuritaire, carcérale, du gouvernement, et derrière à la logique de tous les Etats, tout cela ne sert à rien. Organiser une manifestation qui se passe sans casse, pour dénoncer la construction d'une nouvelle prison, ne sert à *« rien d'autre qu'à balader son chien »* et *« à crever en n'ayant rien été d'autre que le spectateur pacifié de sa propre vie »*.

Par contre, *« nos cœurs bouillonnent vers la guerre »*, et il faut *« contribuer par de réels dégâts physiques et matériels à la guerre sociale »*. C'est un discours de la militarisation de l'affrontement. Comme si la révolution, les luttes sociales, la « guerre sociale » étaient une guerre entre deux armées, où il faudrait infliger des *« dégâts physiques et matériels »* à l'adversaire. Comme si la domination du capital était la domination d'une dictature militaire et qu'il fallait mener une lutte/guerre dans une face-à-face avec l'Etat, un Etat toujours conçu exclusivement comme un instrument de répression que d'infâmes collabos (*« anarcho-flics »*) légitimeraient en n'osant pas l'attaquer directement, dès aujourd'hui, sans doute à coups d'explosifs ou de pelleteuses (*« C'est que pour l'OCL du Poitou, l'heure n'est pas à l'attaque et à la destruction de toutes les prisons »*) !

On croit rêver en lisant un tel tissu d'âneries. On a l'impression que, banalement, l'histoire se répète et que des leçons n'ont pas été tirées.

D'autant que la justification des actions « hors sol » est celle où l'on présuppose une situation globale et intemporelle (*« l'administration pénitentiaire de nos vies »*) pour les appliquer localement, quel que soit le contexte (*« ailleurs, sans attendre et tout le temps »*), et surtout sans tenir compte du moindre avis de ceux et celles qui luttent localement. Mais c'est vrai qu'il y a clairement *« l'impossibilité de quelques affinités »* avec ce petit monde des *« chieurs d'encre militants »*, *« les anarcho-flics »*, ces *« fonctionnaires de la pacification sociale habillés en révolutionnaires »* avec *« leurs sales gueules »*.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois que des révoltés, des « radicaux », ou même des anarchistes empruntent ce type de trajectoire, cette fuite en avant du face-à-face paranoïaque avec l'Etat dans lequel c'est toujours l'Etat qui gagne. Fuite en avant et renoncement : plutôt que d'affronter le monde avec sa complexité et ses contradictions, il est en effet plus « simple » de le découper en deux camps : eux et tous les autres, désignés indistinctement comme des ennemis. En réduisant l'espace de la lutte à l'affirmation d'une identité haineuse, à une rhétorique sans idées et sans arguments, basée sur un degré zéro de la réflexion politique, qui semble fonctionner quasi exclusivement sur le ressentiment, sur l'insulte, les menaces (2), sur des postures obsessionnelles et un mental limite psychopathe, qu'un rien irrite (3) et où se manifeste la négation de toute altérité, de toute pluralité.

Le monde est surpeuplé de salauds, de traîtres et d'ennemis. On est dans un film très très noir. La mort sera-t-elle au rendez-vous ?

Les affinités sont effectivement impossibles. Nous ne sommes pas dans le même monde.

Un communiste libertaire,
le 14 octobre 2009

1. Les journaux auxquels ont participé des anarchistes en témoignent, depuis *La Voix du peuple* de Proudhon, *Le Cri du peuple* de la Commune, *Le Journal du peuple* pendant l'affaire Dreyfus. Sans même parler d'Emma Godmann, qui publia un *Manifeste au peuple américain*, ou de l'hymne des anars espagnols qui s'appelle *Hijos del pueblo*… On n'évacue pas le peuple comme cela !

2. *« Il convient toutefois de rappeler aux politiciens et autres "grands frères" bien intentionnés que lorsque éclate notre rage, tout ce qui nous oppresse et se trouve sur notre route à un moment donné mérite de subir nos foudres, qu'il soit vêtu de bleu ou de tracts, et que nous ne tolérons pas les arbitres. »*

3. *« Nous espérons aussi ne pas avoir à revenir sur la politique et ses mécanismes de (…) »* : ne nous obligez surtout pas à revenir sur ce qui est dit, hein ? !

Ligne à Grande Vitesse
Limoges-Poitiers

Le train de la discorde révèle un clivage profond entre les élus et les habitants concernés



Le 26 septembre dernier, environ 500 personnes ont manifesté à Bellac, une sous-préfecture du nord de la Haute-Vienne, contre le projet de LGV (ligne à grande vitesse) Limoges-Poitiers. Partis majoritairement de Limoges et un peu moins de Poitiers, les manifestants se sont rejoints après avoir parcouru leurs trajets respectifs en voiture ou en tracteur, dans une « opération escargot », traversant, voire s'arrêtant dans différents villages, prenant le temps de rencontrer d'autres gens, de boire un coup, de discuter. Dans les monts de Blond, un des territoires concernés par la traversée de la LGV, beaucoup de monde s'était déplacé sur le parcours, dans différents villages.

Cette mobilisation s'est amorcée lors de la fin du printemps dernier alors que le projet de la LGV était en train de se préciser. Des réunions ont eu lieu dans plusieurs villages mais aussi à Limoges et dans sa périphérie, drainant des dizaines de personnes, voire plus, particulièrement inquiètes par rapport au tracé. Un collectif des opposants à ce projet s'est constitué, et le choix qui a été fait est de s'organiser très localement pour se coordonner ensuite lors d'actions communes. Là aussi, Internet joue un rôle important dans la diffusion de l'information et le lien entre les opposants. Du coup, RFF (réseau ferré de France), qui pilote le projet, a tardé à rendre public le tracé de son choix, sans doute pour ne pas trop structurer l'opposition. Mais, depuis la mi-octobre, celui-ci est connu. C'est celui qui traverse notamment les monts de Blond, là où l'opposition au projet semble assez forte. De multiples réunions sont prévues à partir de la fin octobre, à l'initiative soit du collectif, soit de RFF. Ce projet oppose deux visions d'aménagement du territoire. Les élus socialistes, la droite, les communistes, les organisations socioprofessionnelles soutiennent ce projet, du moins en Haute-Vienne. En Creuse, la plupart des partis sont contre. Mais la section PCF des cheminots de Limoges est contre aussi. Le maire PS de Bellac est pour la LGV, à condition qu'elle ne passe pas par Bellac. La CGT de Creuse et la section CGT des cadres cheminots de Limoges sont contre. La Confédération paysanne s'y oppose. Officiellement, les Verts sont contre. Mais ils étaient peu visibles à Bellac – contrairement au NPA qui, lui, l'était beaucoup. Mais au conseil municipal de Limoges leurs élus se sont opposés au projet, aux côtés de ceux du NPA, alors que la droite, les communistes, et des ex-Verts faisaient bloc derrière le maire socialiste, qui a fait un enjeu de la réalisation de ce « barreau » LGV. Toutes ces contradictions vont certainement être exacerbées lors de la campagne des élections régionales, l'année prochaine.

Jusqu'à présent, les trains reliant Limoges et Paris passent par Châteauroux et Vierzon. Cette ligne dessert le département de la Creuse, via La Souterraine. Avec le projet de ligne à grande vitesse entre Limoges et Poitiers, la ligne actuelle disparaîtra, et les Creusois n'auront plus qu'à se rendre d'abord à Limoges pour pouvoir aller à Paris. Ça n'est plus la distance kilométrique qui compte, mais la durée. En effet, la distance kilométrique, avec ce projet, augmente de 20 %. Et bien sûr, avec la mise en œuvre de ce genre de logique, les tarifs augmenteront d'autant. Cette équation s'est déjà vérifiée avec la ligne Limoges-Lyon, progressivement abandonnée, les usagers (pardon, les clients) étant rabattus sur Paris. Ce référentiel reconfigure le territoire, faisant apparaître d'un côté les espaces bien ancrés dans la modernité capitaliste, et qui seront valorisés en termes d'images médiatiques et attractifs pour les investisseurs ; et, de l'autre, des espaces touristifiés ou servant au stockage de déchets. Ce constat n'est pas nouveau, mais il se vérifie toujours.

C'est ainsi que s'est transformée toute la question de l'aménagement du territoire. En Limousin, région pauvre d'un point de vue économique, périphérique, cette question est cruciale. Aussi cette question révèle un clivage profond. D'une part, pour les élus, il est vital de développer une certaine attractivité de leur région pour faire face à la concurrence d'autres territoires et rester dans la course. Du temps où l'Etat donnait encore l'impression de pouvoir s'engager financièrement autour du concept d'aménagement du territoire ou de développement du service public, ils ont pu défendre, du moins pour certains d'entre eux, la mise en grande vitesse de la ligne actuelle, le projet POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) avec un TGV pendulaire. Ce projet ayant été abandonné par la droite revenue au pouvoir, en 2003, malgré les engagements pris, les études réalisées (financées par les collectivités locales), ils se sont tournés unanimement vers le tracé défendu par Bernadette Chirac qui est élue en Corrèze : une liaison à grande vitesse Limoges-Paris, par Poitiers, reliée de facto à un nouveau réseau, technocratiquement baptisé SEA (Sud-Europe-Atlantique), ouvert aux capitaux privés autant dans sa réalisation que dans son exploitation future. Et peu importent les conséquences sociales, écologiques, territoriales. Ce qui compte, c'est l'image. L'université n'aura plus de mal à trouver des professeurs, qui pourront donner leurs cours à Limoges et habiter à Paris. Les entreprises high tech se multiplieront comme des petits pains. Le verbe limoger se trouvera disqualifié ou changera de sens, etc. Ce qui par contre est certain, c'est que les collectivités locales devront mettre la



main à la poche, pour financer la ligne mais aussi pour en compenser le probable déficit d'exploitation.

D'autre part, du côté des opposants à ce projet, la vision défendue n'est pas la même. L'accent est mis sur la défense de l'environnement, la desserte du territoire, la défense du service public, la démocratisation de l'accès aux transports, mais aussi sur la question de la terre par rapport à ses multiples usages, qu'ils soient agricoles ou de loisirs. Ils perçoivent bien que l'enjeu de cette ligne, c'est de rabattre le million annuel de passagers qui empruntent annuellement la ligne actuelle Limoges-Paris vers une ligne SEA exploitée par des sociétés privées ayant besoin d'avoir des garanties chiffrées avant d'investir. En revanche, la notion de vitesse n'est pas vraiment remise en cause puisqu'ils défendent une alternative à ce projet, le POLT, qui se veut aussi une mise en grande vitesse de la ligne actuelle Paris-Toulouse par Châteauroux et Vierzon, à partir d'améliorations. Ils mettent en cause les concertations et le débat public tels qu'ils ont été organisés. Ils dénoncent les élus qui ont changé de position depuis les dernières élections régionales. En effet, lors de celles-ci, les plus ardents défenseurs du POLT étaient les élus de gauche de la région qui, maintenant, sont les grands défenseurs de la LGV Limoges-Poitiers. Et pourtant, les sommes engagées ne sont plus du tout les mêmes. Sur Internet, le collectif des opposants a mis en ligne les positions de la liste de gauche figurant dans la presse ou dans les professions de foi électorales, ce qui ne manque pas de piquant ; et ils brandissent la menace d'un vote-sanction lors des prochaines élections, ce qui peut aiguiser les appétits du NPA ou des Verts, mais ces derniers participent à l'exécutif régional, sous la direction du PS et aux côtés des Verts.

Le collectif essaie de gagner du temps, notamment en contestant sur le terrain juridique la validité de la procédure et en faisant appel à de la contre-expertise. En même temps, il mobilise. Ainsi, dans de nombreux villages ou tout le long des routes de campagne fleurissent banderoles, affiches, pancartes appelant à la résistance. Les élus locaux, derrière leurs chefs, font pression sur les gens pour qu'ils les enlèvent.

Cette lutte, par son développement, est en train d'en rencontrer une autre, celle des « délaissés de l'Internet à haut débit », qui est en train de se structurer en ce moment. Elle concerne en partie le même territoire et se trouve face aux mêmes élus, qui prétendent avoir réglé le problème en concédant le réseau censé desservir les zones d'ombre à une filiale de Bouygues développant le système WIMAX (par ondes). Le collectif des délaissés conteste l'utilisation de la technologie WIMAX et propose des alternatives, en mobilisant de l'expertise et des compétences en son sein. Cette lutte se retrouve à présent sur le même site Internet que celle des opposants à la LGV. Là aussi, c'est le service public et l'égalité d'accès aux services qui sont mis en avant, et là aussi la menace d'un vote-sanction lors des prochaines régionales est brandie. Affaires à suivre.

Christophe (Limoges)

Coordinations des luttes contre les LGV

« L'agression par la technologie officielle et l'industrie contre la nature détruisent systématiquement l'environnement biologique, ce qui débouchera dans quelques années sur des catastrophes apocalyptiques. » Lewis Mumford, Les Transformations de l'homme

Le texte qui suit a été écrit après le camping qui s'est tenu à Izurtza (un village à côté de Durango, au Pays Basque sud), du 24 juillet au 2 août 2009, et qui a accueilli des personnes vivant des réalités de lutte différentes : le ***NO TAV Val di Susa*** (« Non au train à grande vitesse ») italien, avec une coordination contre le TGV Rhône-Alpes, ainsi que l'assemblée contre le TAV.

Durango – une papeterie ultramoderne qui pue, un centre ancien avec peu de touristes. La proximité de la lutte armée a peut-être détourné les touristes de cette ville. Entourées par un cirque naturel, les inévitables éoliennes donnent un côté moderne à toutes ces montagnes. Phénomène destructeur.

Dans la vallée de Suse aussi, le torrent qui descend de la montagne est endommagé par la civilisation moderne. A ce camping d'Izurtza, la présence des opposants aux nouvelles lignes ferroviaires Lyon-Turin a permis des échanges permanents ; des discussions autour des comités populaires NO TAV, qui organisent également à Venaus (dans la province de Turin) un camping de leur mouvement – très différent de celui d'Izurtza, et idéologiquement plus proche de la plate-forme AHT Gelditu (Arrêtons le TGV, voir ci-dessous).

Deux réalités existent au Pays Basque sud :

- Le mouvement populaire d'opposition au TGV, qui regroupe associations, syndicats et partis politiques basques, repose sur la plateforme large et plurielle appelée AHT Gelditu, structure qui, de façon démocratique et en faisant appel à la participation, rassemble les initiatives et les canalise. Il constitue un véritable tissu associatif entre les acteurs de ce mouvement.
- L'assemblée organisatrice du camping qui, depuis seize ans, se construit au fil des discussions et des actions.

Un parallèle s'imposera dans les discussions : la lutte armée présente au Pays Basque et, pour les opposants italiens, la référence à la lutte antifasciste durant la Seconde Guerre mondiale et durant le Mai rampant.

Le camping d'Izurtza a aussi été l'occasion de préparer et de construire ensemble un happening (pour la marche du 1er août qui avait pour objectif l'occupation du chantier), en fonctionnant sur un mode horizontal, comme l'ensemble de la vie collective. Les débats aux réflexions enrichissantes, accompagnées de rires et de chansons, rassemblaient les diverses composantes du camping – alors que la population locale a été peu présente durant toute la semaine (est-ce dû au climat de guerre de basse intensité ?).

La coordination « NO TAV - Rhône-Alpes » a permis à certains cadres d'entreprises de prendre de la distance par rapport à l'endroit où ils travaillent : cela leur permet de faire un sale boulot tout en se sentant propres à la maison.

Les partis écologistes ont développé (après la construction de la première ligne TGV) la justification du ferroutage pour le Lyon-Turin. Une discussion a suivi autour de l'idée suivante : « L'homme mécanique s'est tourné vers la machine, vers ce qu'il croit être l'avenir ; l'homme romantique s'est tourné vers la nature, ce qui est dit du passé ; ces deux personnes peuvent se croiser dans l'utopie. » Mais la réflexion sur l'utopie n'a pas été menée.

Revenir au politique

Nous pensons nécessaire la redéfinition d'un projet politique révolutionnaire, d'une utopie rupturiste qui trace des perspectives émancipatrices, et non pas seulement un aménagement du réel en vertu d'un possible réduit aux « nécessités objectives », aux contraintes de ce réel et à celles du sens de l'histoire.
Courant alternatif propose donc une série de contributions, avec un double but : permettre à tout un chacun de s'approprier ces questions comme autant d'outils à réutiliser dans les luttes ; et engager un débat qui favorise le retour au politique, conçu comme le lieu et le temps de d'élaboration collective, indispensable à toute pratique et perspective révolutionnaire clairement orientée contre le capitalisme et l'Etat [1].

L'antidémocratisme est un apolitisme !

Depuis quelques années se développe dans les cercles radicaux, autonomes ou anarchistes, une propension à condamner la démocratie au nom d'une dénonciation de l'Etat et de la domination. La démocratie étant la forme prise par cette domination, elle serait donc un piège à abattre au nom de deux grandes catégories : la nécessité de l'efficacité et la vérité.

L'efficacité.

A l'échelle des mouvements sociaux, des pratiques de lutte, des organisations politiques, la démocratie est réfutée le plus souvent au nom de l'action et de ses contraintes. La démocratie dans le fonctionnement d'un groupe, d'un collectif humain, c'est la discussion, la « prise de tête », et donc un frein à l'action. L'activisme, le culte du geste et de son immédiateté, l'urgence de la situation sont avancés comme des *déterminations* supérieures, révoquant toute idée de discussion un tant soit peu approfondie[2] .

Le *volontarisme activiste* étant posé comme une sorte d'évidence nécessaire et absolue, donc comme une option qui ne se discute pas, le débat, la confrontation des idées et des avis sont dans cette optique une perte de temps, voire ce qui peut empêcher l'action et « faire le jeu » de la domination et de sa conservation, ils confirmeraient bien leur côté néfaste. En fait, l'exigence démocratique risquerait d'introduire de l'*égalité,* ce qui n'est pas le fort des courants où domine trop souvent le pouvoir des ego musclés. Pourtant, c'est aussi au nom de l'efficacité que la démocratie représentative, qui est un oxymore, puise sa justification : accorder le pouvoir à des spécialistes, des compétents, en nombre restreint, qui ont le temps car ils ne font que ça, etc.

La vérité.

La démocratie est aussi combattue au nom d'une idée supérieure : la vérité. La démocratie serait un mensonge car elle masquerait la vérité de la domination et de l'exploitation. Ainsi se confondent le discours de l'Etat dit démocratique et la vérité de la démocratie : les mensonges de l'Etat seraient en fait sa vérité cachée. Mais la démocratie est ici paradoxalement un mensonge « vrai », car cela suppose que l'on croie l'Etat dit démocratique quand il se déclare comme la « démocratie » réalisée. Etrange retournement où l'on donne raison à l'Etat oligarchique pour combattre l'idée de démocratie en tant qu'illusion, au lieu d'interroger l'usage de cette illusion. Les tenants de l'antidémocratisme prennent au mot le discours de l'Etat sur sa manière de se désigner.

La domination étant la démocratie, la fin de la domination devrait se loger dans la fin de la démocratie, de la politique au nom d'une idée incarnée supérieure, d'une vérité devenue substance : le déterminisme de l'économie et du social, le règne de la marchandise, la domination spectaculaire se transformant en leur contraire, le communisme « réalisé », la communauté humaine fusionnelle, ou les multitudes, ou un agrégat d'individualités séparées et portées par un élan vital enfin libéré.

Ce refus de la démocratie est le signe absolu de l'élitisme, d'une volonté de contrôler le pouvoir de la part des détenteurs d'une vérité, de ceux, plus instruits, qui savent ce que tout le monde ignore, dispositif que la démocratie récuse dans son principe.

Il est d'ailleurs notable et piquant que, parmi les promoteurs de ce discours, on puisse retrouver aussi bien des archéo-léninistes, des maoïstes tendance antiquaire, des Badiou, des conspirationnistes ou des insurrectionnalistes néoblanquistes…

Quant à la démocratie comme masque de l'exploitation, il est le plus souvent oublié que le prolétariat qui la subit n'est doté d'aucune destination, démocratique ou antidémocratique. Et que s'il doit s'émanciper, ce n'est pas au nom d'une vérité cachée et supérieure de l'exploitation, mais simplement parce que, dans cette société de classes, il est celui qui a le plus intérêt à le faire.

En identifiant démocratie et capitalisme, de telles conceptions oublient simplement que le principe de la démocratie a émergé ***avant*** le capitalisme : l'indéracinable projet démocratique peut donc lui succéder.

Cette critique de la démocratie s'arrête en chemin. Pourquoi les Etats oligarchiques s'échinent-ils tant à mimer la démocratie, à faire croire qu'ils l'ont instituée ? Pourquoi cette idée de la démocratie, et de l'égalité qui lui est attachée, fonctionne-t-elle si bien pour masquer la vérité de l'inégalité et de la domination ?

Si cette démocratie fait illusion, ce n'est pas parce qu'elle serait devenue une croyance, un mythe des origines, une simple représentation du monde s'alimentant d'une crédulité ou d'un aveuglement partagé et généralisé, mais peut-être plus simplement parce qu'elle est une fausse bonne idée, comme on dit dans le langage courant,

« fausse » dans sa réalité effective, mais « bonne » dans son principe.

C'est l'idée que nous défendons ici – en précisant que nous pensons incompatibles une vie authentiquement démocratique et l'existence de l'Etat.

Car enfin, si la société est inégalitaire, si la domination est effective, c'est bien en fonction de l'égalité et de la liberté – deux valeurs associées à l'idée démocratique – que la critique peut être menée. La démocratie n'est donc pas un voile, une illusion, ou un mensonge, mais apparaît bien au contraire comme le dévoilement, la révélation, la vérité de l'ordre inégalitaire.

L'antidémocratisme qui argumente au nom d'une vérité autre (du social, de l'économie, de l'aliénation) avoue que le destin des hommes et des femmes est tracé par un jeu de déterminations dites objectives qui les dépassent et les empêchent d'y voir clair. Bref, que si les hommes et les femmes font bien l'histoire depuis la mort de Dieu, ils l'ignorent, et ne devront leur salut qu'à ceux qui leur donneront une conscience d'eux-mêmes et qui s'autoriseront à parler et agir en leur nom.

La naissance de la démocratie correspond à la naissance de la politique. On peut donc les identifier l'une à l'autre. La démocratie est l'idée de l'exercice du pouvoir d'une collectivité par et pour elle-même, conception d'un pouvoir désacralisé, libre de toute transcendance, de toute détermination, de toute hétéronomie, de tutelles supérieures antérieures et extérieures.

La démocratie peut par contre être combattue (et vaincue) par des conceptions philosophiques, religieuses, sociologiques, métapolitiques, fondées sur une vérité supérieure, qui ne se discute pas et par conséquent doit s'imposer.

Elle est sans doute un mot « en caoutchouc », selon Blanqui, mais est à la fois une arme et un champ de bataille. Fondée sur rien d'autre qu'elle-même, elle se présuppose et contient en son sein sa propre problématique. Elle peut, et elle doit devenir une pièce maîtresse dans un projet d'émancipation. Mais, bien évidemment, pour cela il faut constamment réaffirmer que « leur démocratie n'est pas la nôtre ! ».

Politique partout, politique nulle part !

(Digression sur l'antipouvoir et sa résistance au biopouvoir de l'« Empire »)

Si l'on quitte le milieu anarchiste, cette double impasse de la nécessité et de la vérité demeure, bien qu'elle tende à se recomposer différemment. D'un côté, on assiste à une sorte de convergence entre les théories du « social » et celles de la « vie ». Certains courants de l'altermondialisme sont au point de jonction de ces manières de penser. Et certains cénacles intellectuels s'en font les artisans et les promoteurs : en gros, les postdeleuziens, les interprètes du Foucault tardif, les négristes… avec des points de convergence chez Benassayag (défenseur de l'action restreinte), ou Onfray sur le volet (post)moderniste, libéral et nietzchéen (encore que sa « ligne » politique soit simplement la reconstitution d'une Union de la gauche).

Comme la politique est l'affaire du pouvoir, que le pouvoir est partout et insaisissable, et qu'il veut s'occuper de tout (biopouvoir), la lutte ne peut qu'être résistance au pouvoir… A ce pouvoir, on oppose donc la volonté d'exister. Le sujet n'est plus la classe mais la « multitude », tentative de créer, à partir d'un concept spinozien, une catégorie où se résumerait une puissance immanente de formes singulières de coopération et de communication entre des chairs multiples formant le corps de la métamorphose dans l'ordre du social et de la production (*general intellect*, travail immatériel dans le capitalisme cognitif).

Dans les faits, la *multitude* n'est que la remise au goût du jour de la vieille force de travail négriste, dotée d'une puissance propre (« force » de travail, « force » d'autovalorisation…), et qui, dans le cadre de la production biopolitique qui comprend tous les aspects de la vie, ne peut se référer qu'à elle-même tout en étant le sujet commun du travail immatériel. Ontologiquement, elle incarne et substantialise une puissance du désir de transformer le monde – transformation du monde signifiant fusion progressive du social et du politique, dans le cadre d'une prédominance accrue du salariat intellectuel à l'heure de la post-modernité et du capitalisme postindustriel.

Dotées d'un avenir certain puisque réglées sur le développement de l'Empire (le capitalisme global intégré et sa sophistication technique), les multitudes se sont replacées dans un sens de l'histoire et deviennent une nouvelle figure héroïque du devenir humain se substituant au « prolétariat ». Mais cette fois sans viser au moindre renversement du capitalisme, Negri avançant que le système n'a plus besoin de capital, que celui-ci est d'ores et déjà dépassé par la montée du travail immatériel et cognitif !

Pas de pensée de la transformation /appropriation sociale à part une sorte de coopération, d'une mise en commun grâce à la gratuité et au partage des biens cognitifs, aucune critique des forces productives, de la technoscience, de ses contenus, de ses impacts, de ses fondements, mais au contraire une valorisation de leurs aspects prétendument émancipateurs (communication, Internet, informatique…), une vague référence à la puissance « instituante » de la multitude…

Ces conceptions se limitent de fait à accompagner et soutenir des formes de résistance aux abus de l'Etat (biopouvoir), ce qui est juste mais insuffisant. Elles ne proposent ni projet, ni méthodologie pour penser un anticapitalisme contemporain, une critique de l'économie productiviste, ni le moindre cadre conceptuel du « pouvoir commun » d'une politique autre. Dans les faits, ces conceptions trouvent un écho dans des expériences de lutte partielles : depuis l'héritage d'Act-Up (et ses dimensions vitalistes) jusqu'à la Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France (précaires intellectuels).

Ces thèses, du moins celles inspirées par la philosophie de la vie (Nietzsche, Bergson, Deleuze), de certains travaux de Foucault, d'une lecture immanentiste de Spinoza, trouvent des relais au sein du mouvement anarchiste. La figure la plus engagée dans ce travail semble être en France Daniel Colson[3], conforté sans doute par un « postanarchisme » nord-américain de filiation anarcho-syndicaliste ou syndicaliste révolutionnaire, avec l'action directe comme expression de la puissance d'exister dans la résistance, et le mouvement de masse comme lieu d'agencement des multiples.

Des relais existent aussi du côté d'anarchistes individualistes contemporains bien qu'ils se nourrissent d'une autre tradition : le romantisme, la vie comme œuvre d'art, que l'on a retrouvée chez les situationnistes, en passant par le surréalisme. Le romantisme introduit le *pathos,* les affects, l'amour dans des formes d'expression humaine où l'art est pensé comme vérité de l'être et incarnation du sujet. La conception romantique de la vie considère que celle-ci doit s'emparer pleinement de l'art, devenir une œuvre d'art qui sublime un refus du présent, l'expression d'une révolte contre la modernité, d'un mal-être, d'un déchirement entre le vécu et ses représentations, entre l'être et le monde, etc. S'exprime alors une nostalgie des temps anciens, mythiques, originels, quitte à les désacraliser, à les séculariser pour aspirer à la plénitude d'un au-delà de l'être, d'un au-delà du temps et de ses limites.

Le point commun de toutes ces conceptions, c'est déjà qu'elles ne sont pas bâties sur des objectifs à atteindre, autour d'un projet et des contours d'un devenir, mais sur l'examen de leur substrat social/individuel et sur ce qui lui est propre : leurs capacité, potentialité, puissance, essence, signification, etc., mais référées et enfermées dans l'étude parfois spéculative et ontologique de ces catégories et du sujet originaire, au fondement de tout, et dans des visées d'autoaccomplissement : les agencements du multiple des singularités (Colson), la puissance d'exister (Onfray), résister c'est vivre (Benassayag, No Pasaran)… Des visions en apesanteur, flottantes, de la force, des énergies, du désir, de la puissance du libre agencement spontané des volontés singulières dont les significations ou motifs sont à rechercher dans le recyclage d'un certain existentialisme avec les thèses de l'imma-

nence (Spinoza), le « déjà-là » d'une capacité et d'une intelligence que chacun porterait dans ses flancs.

Tout est fait ici pour évacuer ou éviter le moment politique, la constitution d'entités collectives exprimant la capacité politique (la subjectivation de J. Rancière), la « politicité » des hommes et des femmes. Il ne s'agit pas ici d'invalider toute ces thèses, mais de pointer qu'elles ne traitent pas le sujet, qu'elles passent à côté de la problématique du social, du pouvoir, de la liberté, de l'égalité, c'est-à-dire de la politique.

La vie ne se réduit pas à sa dimension biologique étendue aux affects des élans du cœur ou aux désirs intimes et privés. Elle est quelque chose qui s'extériorise, se symbolise, acquiert des significations du fait d'une visibilité au sein d'une sphère sociale, du fait que par des actes et des paroles elle noue des relations avec d'autres vies à l'intérieur d'un espace commun. La politique, absente chez certains, est cette pensée sur la définition des espaces et des objets du commun, et sur les décisions à prendre à leur propos.

Ces conceptions « autoréférencées », repliées sur les questions du sens de la vie, sur le questionnement identitaire et existentiel du devenir des singularités, se retrouvent tout aussi exacerbées chez certains insurrectionnalistes qui se rattachent à une tradition individualiste. Les actes et les mots ne sont plus l'expression d'un volontarisme politique exacerbé dans une morale de l'engagement[4], mais les signes d'une essence individuelle et collective (le rebelle comme figure du héros libéré de l'aliénation) et de l'idée apolitique qui l'anime : la transgression de la légalité, la rébellion, la vie supérieure comme moyens et comme fins.

Face à ces thèses du tout (et rien) politique de l'antipouvoir demeurent les partisans de la vieille conception de la prise du pouvoir d'Etat et du « socialisme du xxe siècl » : la tradition trotskiste du NPA, le chavisme… qui persistent à croire qu'une alternative à la gestion actuelle du pouvoir permettrait une transformation de la réalité sociale, vieille antienne réformiste sur laquelle il n'est pas besoin de s'attarder.

Pour notre part, nous défendons une politique de la rébellion et de l'émancipation sans surplomb moral ni définition anhistorique de ses contenus et de ses possibles, avec l'ennui que représentent parfois les rapports de forces à établir, les espaces de débat et de visibilité à construire, et les compromis à passer éventuellement avec ceux et celles qui ne pensent pas comme nous, mais avec qui nous partageons des luttes communes.

Mais aussi avec la revendication d'une contingence de la politique, au risque de son indétermination et de son absence de prévisibilité, d'une pratique de la liberté, au risque de sa fragilité, d'une confiance placée dans la capacité créatrice du « social-historique » (C. Castoriadis), débarrassée des déterminismes sociologiques.

Une réhabilitation de la politique

Pour nous, il s'agit de penser la démocratie comme condition et réalisation d'une *politique contre l'Etat* qui est aussi une politique pouvant se passer de l'Etat. Rien de très original en apparence pour qui se dit anarchiste ou « radical ». Et pourtant, en grattant un peu, on s'aperçoit que survit très bien dans nos milieux une tradition *antipolitique* et qu'elle est très répandue, et bien ancrée chez les anars et au-delà.

Cet *antipolitique* est la résultante de la pensée classique du politique qui se définit à partir de l'Etat, des formes du gouvernement, et des interrogations sur le bien gouverner. Cette réduction du politique à la domination a logiquement conduit à définir l'émancipation contre la politique, au nom de deux grandes catégories posées comme alternatives.

- le social

C'est en gros l'école syndicaliste révolutionnaire, prise dans une acception extensive, qui peut regrouper des « marxistes » comme des « anarchistes ». Le sujet de l'émancipation, c'est la classe prolétaire. Elle est sa propre libération, elle a des intérêts communs, des valeurs et des pratiques communes (la solidarité), et la politique est ce qui peut à la fois ***la diviser*** (différents partis avec différentes idéologies) et ***la maintenir dans la soumission*** (le ou les partis prenant le pouvoir d'Etat). Ici ***la politique***, comme la religion, *est renvoyée dans le champ privé des croyances et des idées. La vérité du social, et son fonds matérialiste, sa corporéité, tiennent dans les liens sociaux qui le définissent.* La classe sociale opprimée se libère donc dans une révolution sociale : appropriation des moyens de production et d'échanges, gestion directe… Mais, issue d'une place dans la production, dans les rapports d'exploitation, la nouvelle société « dirigée » par l'ancienne classe exploitée n'est guère définie au-delà de l'autogestion, quand ce n'est pas tout simplement la gestion des entreprises par les syndicats. Le saut « politique », ou « machiavélien »[5] est un impensé, et pour cause ! La politique identifiée à l'Etat est déclarée néfaste, inutile pour solutionner la principale question qui les occupe : celle de la production des biens économiques. Ainsi, l'organisation des exploités, le syndicat, devient l'organisation de la nouvelle société des producteurs.

- la vie

Les *vitalistes*, c'est principalement le courant « artiste », même si nous avons vu qu'il procède aussi d'une origine plus philosophique. Là, le critère n'est plus la « classe », un être collectif soudé à lui-même par des intérêts communs, mais l'individu. Individu, être, étant, « *être de l'étant* », sujet, autant de termes assimilables ici… La Vie devient une catégorie d'emblée chargée de toutes les positivités, car elle n'est pas la mort et contient au contraire toutes les promesses de ce qui peut advenir.

Elle est un principe actif de créativité, de liberté, d'énergie, de puissance vitale dans un univers mondain abstrait qui est celui de la communauté humaine (soit l'Humanité, pas seulement dans son sens conceptuel mais bien dans sa signification quantitative : comme l'ensemble des êtres humains vivants). La vie est une œuvre d'art, et sa raison d'être est le sublime, un au-delà de l'être, une visée surhumaine ou suprahumaine, divine et extatique du dépassement de soi ou du moins du commun des mortels. La communauté humaine apparaît vite comme une projection, une pure hyperbole de la vie même, de l'élan vital et donc de l'individu. Et l'hédonisme comme un existentialisme totalisant.

Ici, la politique est rejetée et combattue parce qu'elle est responsable de la séparation (au sein de la communauté humaine comme de la conscience de chacun), et donc un instrument de l'aliénation (altération, dépossession, perte du sens, fausse conscience…). L'idéal recherché est la *réunification de la communauté* autant que la *réunification de l'individu*, le triomphe du vrai sur le faux, une densification des affects, la recomposition d'une totalité perdue, peut-être originelle, etc. Dans la pratique, la communauté humaine étant inaccessible, elle se réduit à la communauté des semblables, des identiques, des amis et des complices : le groupe affinitaire se substitue à la société politique.

Ces conceptions font toutes deux l'impasse sur ce qui fait ou peut faire la structure, les conditions, le fonctionnement d'une « cité » c'est-à-dire d'une communauté humaine concrète, d'une société, d'un groupe social en tant qu'il est une communauté politique, c'est-à-dire *divisée*.

La différence tient en ce que les tenants du social intègrent de fait une dimension du collectif humain réduit à l'activité économique, tandis que les autres s'en tiennent à une conception libérale de la liberté conçue comme possibilité d'une sublimation du moi…

Entre l'antipouvoir des révoltes partielles, des flux de désir, des réseaux « rhizomiques » et autres chewing-gums conceptuels filandreux, et le pouvoir d'Etat qui resterait à conquérir selon le vieux modèle socialiste, il y a largement matière à ***élaborer la proposition d'une politique contre l'Etat***.

Une politique à réhabiliter d'autant plus que les dispositifs du pouvoir et les idées dominantes actuelles, l'imaginaire capitaliste et productiviste, œuvrent à la *dépoliti-*

sation de la société et des enjeux qui la traversent.
Un projet politique libertaire qui n'élude pas la question complexe du pouvoir, inhérent à toute forme de vie en société : le pouvoir que toute société exerce sur elle-même pour faire respecter ses propres règles et ses décisions. Un projet qui se démarque et s'oppose aux conceptions libérales de la liberté, et qui se confronte au principe de réalité, au fait qu'il faut bien tenir compte, dans toute société, de ce que tout le monde n'est pas du même avis, et qu'il faut bien trancher entre ces avis différents. C'est de cette division de points de vue, d'intérêts qu'émerge la politique à l'opposé du consensus, l'espace et le temps nécessaires au débat et à la prise de décisions, la mise en mots puis en actes de ce qui engage le devenir de toutes et tous dans le respect de chacun. Et qu'à ce titre la démocratie – une pratique qui permet que la politique soit l'affaire de tous et toutes – est bien le rempart à la barbarie concomitante de l'exploitation capitaliste et de la domination étatique.

des révolutionnaires
octobre 2009

[1] Dans cette optique ont déjà été publiés :
- « *Autour de Jacques Rancière* : Eléments d'une politique de l'émancipation », CA n° 192, été 2009.
- « *L'anarchisme, entre libéralisme et "moment machiavélien"* », CA n° 193, octobre 2009, Colectivo Contracultura - CILEP - Red Libertaria Popular Mateo Kramer (Bogotá)
- « *Autour des positions politiques d'Alain Badiou* », sur le site de l'OCL http://oclibertaire.free.fr
[2] Pour exemple : « Le démocratisme, l'idéologie de la démocratie, qui a régné sur les AG, a produit toute une série de limitationS, de freins au développement d'un mouvement fort, capable de rechercher et d'obtenir plus que le simple retrait d'un bout de projet de loi », *Les mouvements sont faits pour mourir…*, Editions Tahin Party, mars 2007, p. 15.
[3] Cf. « L'anarchie, cette étrange unité qui ne se dit que du multiple », in *Petit lexique philosophique de l'anarchisme, de Proudhon à Deleuze*, « Biblio essais », Livre de Poche, 2001.
[4] Volontarisme politique tel qu'il pouvait surgir lors de la création de la RAF – guérilla de l'Allemagne des années 1968-1980 – ou des Tupamaros et du guevarisme : « Le rôle de tout révolutionnaire est de faire la révolution. » En assignant aux « révolutionnaires » de modifier par leurs actes les conditions objectives et subjectives du rapport de forces politique, et de parvenir à provoquer ainsi une situation révolutionnaire, ce volontarisme-là contenait tous les germes et les traits du substitutisme.
[5] Cf. *Courant alternatif* n° 193, « L'anarchisme, entre libéralisme et "moment machiavélien" ».

C'est reculer que d'être stationnaires

Souscription pour Courant Alternatif

Nous avons besoin d'argent !

Le dernier appel-souscription pour soutenir Courant Alternatif datait de 1992. Il s'agissait de fournir un coup de pouce financier pour permettre au mensuel d'être distribué par les NMPP. Le pari a été tenu puisque ce mensuel communiste libertaire est toujours présent dans 170 points de vente (très mal répartis, certes).
Bien sûr, le résultat n'est pas miraculeux (200 exemplaires vendus aux NMPP en moyenne chaque mois), mais le maintien de ces ventes s'avère indispensable pour faire connaître le journal au-delà des sphères militantes.
Or, la diffusion NMPP coûte de plus en plus cher, l'entreprise n'ayant que faire des petits journaux. Elle nous amène à payer toujours plus pour « bénéficier » de ses services (gestion des retours et des invendus… et maintenant inscription quasi obligatoire sur un site de lecture en ligne… quelques centaines d'euros !)

Par ailleurs, nous avons dû souscrire à un service spécial J+1 auprès de La Poste afin que les abonnés reçoivent au plus vite leur exemplaire, ce qui n'était pas le cas (souvent 10 à 15 jours de retard ! au tarif «normal » supposé être J+3)… encore quelques centaines d'euros.
Enfin, signalons que le fonctionnement rotatif de la confection du journal (une réunion par mois dans une ville différente) nous coûte aussi de l'argent en déplacements. Pas question de revenir dessus, ce fonctionnement est constitutif de notre identité et de notre projet politique et ne saurait être remplacé par une équipe fixe ni par des réunions virtuelles. Nous tenons à la décentralisation et aux rapports directs d'autant que ces commissions journal sont l'occasion de faire connaissance avec des camarades qui ne sont pas à l'OCL, puisqu'elles sont ouvertes
Cet accroissement des coûts se produit au moment où nous avons décidé d'augmenter encore la pagination de Courant Alternatif. L'an passé il était passé de 24 à 28 pages (36 pour le numéro d'été), cette année nous comptons le fixer à 32 pages. Cela nous paraît une nécessité compte tenu de l'évolution du mensuel dont beaucoup estiment que c'est un bon journal libertaire.

Cela permettrait

• de passer des articles plus longs (théoriques ou descriptifs d'une lutte où d'une situation) sans déséquilibrer le journal.
• de faire une place plus grande au courrier (comme nous avons commencé à le faire avec le « courrier du web ») et plus largement à des lecteurs-lectrices souhaitant être « correspondants» occasionnels ou réguliers (n'hésitez pas à franchir le pas !)
• de multiplier ainsi les articles plus courts descriptifs d'une lutte ou d'une situation particulière.

Nous avons estimé que cela était tout à fait réaliste, n'ayant aucun mal à « remplir » le canard en passant de 24 à 28 pages et étant souvent obligés de « tasser » ou de reporter. Cette amélioration du journal nous la concevons avec celle du site de l'OCL qui lui, heureusement, une fois n'est pas coutume, ne nous coûte pas d'argent, seulement du temps.
Enfin, dernier point : le relatif intérêt croissant que suscitent les rencontres libertaires organisées conjointement depuis 4 ans avec l'OLS nous ont amenés à réaliser des aménagements coûteux pour accueillir plus confortablement davantage de personnes : agrandissement de la surface habitable couverte, réfection des sanitaires et de la plomberie, aménagement d'une cuisine digne de ce nom et matériel adéquat… Bref encore 6 à 7000 euros pris sur les bénéfices du camping de ces dernières années et qui servaient avant à améliorer *Courant Alternatif*.
Telles sont les raisons pour lesquelles nous faisons appel à vous pour permettre que ces projets d'amélioration du journal et du lieu des rencontres se financent. Quelques milliers d'euros nous permettraient de voir sereinement l'avenir.
Mais ce n'est pas seulement une question de sous ***: il y a plusieurs autres manières de participer à cet effort : proposer des articles, participer aux débats, donner des coups de main et, pourquoi pas, adhérer à l'OCL (un bruit court que nous sommes réticents à faire de nouveaux adhérents et adhérentes… Laissez dire !). Et, bien entendu, vous abonner, vous réabonner, abonner des amis, nous envoyer des adresses pour que nous puissions faire connaître CA en envoyant des exemplaires gratuits.***

Chèques à l'ordre de «La Galère» à envoyer à Reims adresse page 2

Le Yangtsé sacrifié

Dans un livre consacré aux aménagement du fleuve Yangsé, Wei Wei apporte des éléments d'information sur* la modernisation de la société chinoise. *Le temps long y croise l'histoire immédiate. La décision politique n'est pas dans le même espace que la vie des personnes concernées, et pourtant l'une a une emprise énorme sur les autres. Tout ce que le fleuve véhicule sur le plan humain, historique, archéologique, imaginaire, politique, écologique et qui va être englouti, fait mesurer l'immensité du désastre.



Le Yangzi Jiang, Yangtsé ou Chang Jiang est le plus long fleuve d'Asie (6 380 km)

Le Yangtsé sacrifié est à la fois un récit de voyage et un acte de résistance face à cette folie du « progrès » et du développement économique qui font table rase du présent, non pas dans une optique d'émancipation mais au contraire dans celle de la soumission (adaptation forcée) à un nouvel ordre économique de régions qui n'y étaient pas encore totalement intégrées. Dans le cas présent, il s'agit de ce qui n'est encore qu'un projet au moment de l'écriture : un gigantesque barrage sur un des plus grands fleuves du monde, censé favoriser les transports et produire massivement de l'énergie. Le fleuve est au cœur de ce récit, comme point d'ancrage de la vie dans toutes ses dimensions, des écosystèmes à la vie de multiples personnes ordinaires, de l'histoire, de la mémoire, des symboles, des légendes. Tout ce qui habite ces lieux, en lien avec le fleuve et que l'auteure, Wei Wei, nous fait rencontrer au fil de l'eau avant que ce ne soit englouti. Loin de tout exotisme, elle nous fait rencontrer de multiples personnes en lien avec les lieux qu'elles habitent. Elle est chinoise, mais elle n'avait jamais mis les pieds dans cette région auparavant. Elle vit en Occident. Elle a à la fois un regard proche et distancié propre à ces personnes qui ont fait le détour par une autre culture avant de regarder la leur. Mais ce récit a aussi une importance du point de vue de la méthode. Par sa forme, il met en relief et en perspective la vie dans sa complexité face aux discours technocratiques. Il redonne une dimension universelle à une situation particulière, pourtant très loin de nous. Il crée de la proximité et permet ainsi de se sentir solidaire non pas abstraitement mais sur des bases très concrètes.

Dix-sept ans plus tard, en 2009, cette année, le chantier du barrage des Trois-Gorges, sur le cours moyen du Yangtsé, en République populaire de Chine, est en cours d'achèvement avec la mise en service des dernières turbines. La retenue s'étend sur plus de 600 km, inondant du même coup 600 km² de terres cultivables et de forêt, déplaçant 1,4 million d'habitants (chiffre officiel).

La Chine n'a pas le monopole de ce genre de processus. Tout au long des XIXe et XXe siècles, l'Europe, dont les dirigeants des pays qui la composent sont si prompts à donner des leçons au reste de la planète, en a connu de similaires. Toujours au nom du progrès et de l'intérêt général. Les restes de terrils, survivance de l'exploitation de mines d'uranium au nord de Limoges, sont là pour nous le rappeler, même si la COGEMA y a planté de la végétation pour mieux les intégrer aux paysages qui bordent l'autoroute A20, de part et d'autre. De même, la Dordogne a englouti quelques villages et hameaux, sur son cours supérieur, entre Bort-les-Orgues et Argentat, dont la mémoire peut encore resurgir au détour d'une conversation avec des personnes âgées ou lors d'une des vidanges décennales d'un des barrages.

Mais ramené à l'échelle de la Chine, à la taille du fleuve, le Yangtsé, et à la densité de population des provinces concernées, le Sichuan et le Hubei, le problème devient immense (le Sichuan est la province la plus peuplée de Chine. Chongqing, la ville jusqu'où s'étend la retenue d'eau, comptait 14 millions d'habitants lors du recensement de 1990). C'est de cela que nous entretient Wei Wei, avec toute la puissance de son récit qui ne démontre pas mais qui fait sentir. Cette auteure chinoise vit au Royaume-Uni. Elle est originaire du sud de la Chine, où elle a fait des études de français. En 1995, elle retourne dans son pays afin de parcourir le Yangtsé, sur son cours moyen, avant que les terres qui le bordent ne soient englouties par la montée des eaux. Deux années auparavant, elle avait découvert par hasard l'existence de ce projet, en feuilletant un vieil exemplaire du Quotidien du peuple qui traînait dans les locaux d'une université britannique. Là se trouve l'origine de son voyage. Elle ne connaît pas le Sichuan. Mais à l'occasion de son voyage, elle reprend contact avec la société chinoise et, du même coup, elle découvre tous les changements survenus depuis son départ. Elle rend aussi compte de cela. On y découvre avec elle la rapacité de personnes profitant de leur position pour soutirer davantage d'argent à d'autres – comme ce chauffeur de taxi qui l'amène à un endroit qui n'est pas celui qu'elle a demandé afin qu'elle rate son bus, pour pouvoir l'amener lui-même à la destination où elle veut se rendre et à son tarif à lui. Ou encore ce trafiquant de billets de train qui vend au prix fort la place dans un train soit-disant complet. Mais on découvre aussi ce système inégalitaire, se réclamant toujours du communisme, où, même dans la deuxième classe d'un train, les tarifs des couchettes (dures) sont différents selon qu'elles sont situées en haut, au milieu ou en bas ; ou encore les bateaux qui naviguent sur le Yangtsé et qui comptent cinq classes, avec en plus l'accès au pont supérieur pour voir le paysage soumis à un supplément journalier. Mais, en contrepoint à cela, elle nous fait partager la richesse de ses rencontres dans le train, sur le bateau, dans les villes lors de ses escales, ou avec des paysans lors de ses excursions. Là réside la force de ce récit dont l'objectif affirmé était bien de sensibiliser aux dangers de ce projet et qui, en montrant tout ce que le fleuve véhicule sur le plan humain, historique, archéologique, imaginaire, politique, écologique et qui va être englouti, fait mesurer l'immensité du désastre.

Tout au long du livre, Wei Wei apporte des éléments d'information qui sont distingués du récit par le recours à l'italique. Le temps long y croise l'histoire immédiate. La décision politique n'est pas dans le même espace que la vie des personnes concernées, et pourtant l'une a une emprise énorme sur les autres.

L'auteure nous apprend que Sun Yatsen serait à l'origine de ce projet. En 1918, il propose de faire construire une série de barrages sur les 600 km du Yangtsé entre Chungqing et Yichang. Jusqu'en 1945, deux

autres études ont été proposées sur cette question, autour de trois objectifs : la production d'électricité, l'amélioration des conditions de navigation et la maîtrise des crues qui sont régulièrement catastrophiques. En 1953, Mao, installé au sommet du pouvoir depuis 1949, avec la proclamation de la République populaire de Chine, remonte le fleuve à cet endroit et relance, du même coup, l'idée. L'argumentation reste la même, mais il s'y ajoute un quatrième point qui est celui de dévier le cours du Yangtsé vers la plaine du Nord, où le manque d'eau se fait sentir, ce qui pèse sur le développement économique et la vie quotidienne des grandes villes comme Tianjing et Pékin. Les inondations catastrophiques de 1954 provoquent la relance du projet, mais dès 1958 des oppositions argumentées se font jour au sein de l'appareil du Parti et entraînent sa mise en suspens, d'autant que les périodes qui vont suivre vont être très chaotiques : le « Grand Bond en avant » et la famine qu'il entraîne, la mise à l'écart de Mao puis sa reconquête du pouvoir avec la « Révolution culturelle ». C'est avec l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, après la mort de Mao, que le projet est relancé. Sa politique de réforme économique nécessite une forte production d'électricité. Le projet s'inscrit donc dans ce cadre. Mais de nombreuses oppositions s'expriment. Elles émanent de milieux scientifiques mais aussi de la municipalité de Chongqing. D'ailleurs, afin de contourner l'opposition locale, cette ville change de statut. Elle est détachée de la province du Sichuan et prend un statut particulier, comme celui de Pékin et de Shanghai, directement rattachées, administrativement, au pouvoir central. Les experts pointent du doigt les risques de glissement de terrain, ce qui par rapport à la construction d'un barrage aussi grand n'est pas un aspect secondaire. Mais très vite le projet se structure. Les intérêts en jeu, notamment en termes de profits, sont colossaux. Deux compagnies de construction et d'investissements sont créées avec des capitaux internationaux. Face à cela, le sort des personnes déplacées, les pertes du patrimoine culturel, historique et naturel, ainsi que les bouleversements de l'écosystème pèsent de peu de poids. Le marché est ouvert à toutes les sociétés multinationales, avec des travaux publics, de la production d'énergie, des transfert importants de technologie, du financement, etc. La Chine amorce son intégration dans l'économie mondiale. Dès 1991, le comité central du Parti communiste déclenche une campagne de propagande allant dans le sens de la réalisation de ce barrage. Celle-ci est approuvée le 3 avril 1992 par l'Assemblée du peuple par un vote : 1 767 voix l'approuvent, mais 177 ont voté contre et 689 se sont abstenues. Wei Wei explique que c'est un événement puisque jusque-là l'unanimité était la règle pour tout vote. Dix-huit ans plus tard, le barrage est en service. En mars dernier, on sait qu'il y a eu des affrontements entre 2 000 personnes et la police, sur la question de l'indemnisation des personnes déplacées, dans une des villes concernées par la montée des eaux. Mais il y a certainement tout ce qui ne parvient pas jusqu'à nous comme information. De nouvelles villes ou de nouveaux quartiers ont été construits. Les paysans ont été réinstallés sur des surfaces de terre équivalentes mais d'altitude plus élevée, ce qui les oblige à renoncer à la culture des agrumes, une des spécificités de cette région. Les milliers de travailleurs migrants sont repartis, comme le montre le très beau film de Jia Zhang-Ke Still Life, réalisé en 2007, et qui met en scène deux histoires amoureuses qui se construisent et se déconstruisent sur fond de déconstruction du paysage, de pertes de repère, de décalage entre les discours de propagande diffusés sur les bateaux et l'ambiance dans laquelle vivent tous les travailleurs migrants venus de l'Ouest, la montée des eaux, les démolitions d'immeubles, l'éparpillement des habitants.

Ce film est d'ailleurs très complémentaire du livre de Wei Wei. La dernière séquence montre un paysage dévasté, du style Berlin en 1945, au premier plan, un des personnages, un travailleur migrant qui repart et au fond, un funambule se déplaçant sur un câble tendu entre deux immeubles en ruine. Une séquence qui se veut très symbolique et qui ouvre bien une piste de réflexion sur le « progrès », qui bouleverse les repères et les conditions de vie mais pour aller où ? C'est aussi le sens du livre de Wei Wei.

Christophe

Wei Wei, *Le Yangtsé sacrifié*, Editions de l'Aube, 2004 (réédité en 2007), 239 p., 9 euros

Brèves

Changement de prison pour Jean-Marc Rouillan. Et après ?

Le 27 octobre, Jean-Marc Rouillan a quitté précipitamment la prison des Baumettes, à Marseille, pour être aussitôt incarcéré au centre de détention de Muret, près de Toulouse. Gravement malade, il espérait être soigné à la Pitié Salpétrière en attendant de pouvoir bénéficier de la loi Kouchner.

Il attendait que la justice veuille bien prendre en compte le fait qu'il souffre du syndrome de Chester-Erdheim, une maladie auto-immune rare et évolutive qui exige un traitement expérimental légalement impossible à administrer en prison.

Le 26 octobre, Jean-Marc Rouillan a parlé de sa demande de suspension de peine avec un juge parisien, qui a évoqué un transfert vers la Pitié-Salpétrière où un spécialiste du syndrome de Chester Erdheim pourrait le soigner. De ce fait, l'arrivée inattendue de Rouillan dans le centre de détention de Muret ressemble à une inquiétante partie de cache-cache politico-médicale.

Résumons. Jean-Marc Rouillan a terminé sa peine de sûreté depuis 2005. Aujourd'hui, son cas entre dans le cadre de la loi du 4 mars 2002, dite loi Kouchner, qui permet une suspension de peine pour raison médicale.

Dans un premier temps, Jean-Marc Rouillan doit être soigné efficacement. Dans un second temps, Jean-Marc Rouillan doit être libéré pour être sérieusement soigné hors de prison. Rappelons au passage que son régime de semi-liberté a volé en éclats en octobre 2008, à quelques mois du délai qui lui aurait permis de bénéficier d'une libération conditionnelle.

Il y a urgence à dénoncer le scandaleux refus de soins qui touche Jean-Marc Rouillan. Quelques initiatives se préparent, mais on peut toujours s'étonner du silence pesant des organisations révolutionnaires « officielles », du NPA au PCF en passant par les anars et quelques autres, ou de la Ligue des Droits de l'Homme et autres milieux souvent plus prompts, à dénoncer les injustices.

Début novembre, l'Association pour le respect des proches des personnes incarcérées va mener une campagne contre les longues peines. L'ARPPI affirme que la peine de mort n'est pas abolie, qu'elle est prononcée dans les tribunaux et appliquée dans les prisons. Dans le cas de Jean-Marc Rouillan, c'est la tragique vérité.

Voici l'adresse où l'on peut dorénavant écrire à Jean-Marc Rouillan (n'oubliez pas de joindre une enveloppe timbrée à votre adresse si vous souhaitez une réponse) :

Jean-Marc Rouillan
Ecrou 9496 A109
Centre de détention de Muret route de Seysses
31600 MURET.

Des initiatives de solidarité sont annoncés pour le 21 novembre 2009.

À Marseille, les camarades et groupes de défense et de soutien aux militants d'Action Directe emprisonnés (Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani) et tous ceux qui voudront répondre à l'appel se réuniront autour du thème « Histoire sans parole », à 15h30, à l'Equitable Café 15, Cours Julien (13006).

Au Havre, le groupe Zéro de conduite organise un concert avec les Porcs autonomes, à 20h30, aux Lucioles 31, rue Casimir-Delavigne. Des textes puisés dans les livres de Jann-Marc Rouillan seront également lus.

Courrielspondant

Renvoi du procès de 2 militants du camp No Border

Durant l'activité du camp « No Border » de Calais, deux militants furent interpellés au départ d'une manifestation sitôt réprimée. Accusés de « résistance violente à agent dépositaire de l'autorité », ils comparaissaient le 14 octobre au TGI de Boulogne-sur-Mer.

Après qu'ils eurent rappelé les violences subies entre les mains de la police – lunettes placées dans la bouche, pression au visage, étranglements, doigt dans l'œil... – une de leurs avocates dénonça les tentatives de mise en contradiction de leurs déclarations durant la garde à vue.

En l'absence des policiers et de leurs avocats, et le tribunal sentant l'affaire lui échapper, la procureur réclama rapidement un supplément d'information au nom du « débat contradictoire ». En réponse, les avocates dénoncèrent le prétexte évoqué quand une possible relaxe se profile à l'horizon...

Le procès est donc renvoyé au 3 février 2010.

Boulogne-sur-Mer,
le 16/10/2009

Les massacres du 17 octobre 1961 à Paris

C'est à partir de l'été 1961 qu'eurent lieu les plus terribles violences que connut le territoire métropolitain pendant la guerre d'Algérie. Elles aboutiront à la terrible journée du 17 octobre de la même année, à Paris.

Lorsqu'en 1958 Maurice Papon est nommé préfet de police à Paris, à la suite de violentes manifestations de policiers parisiens, sa recommandation est l'« efficacité » dont il a fait preuve lors de son mandat de préfet à Constantine. De 1956 à 1958, en tant que préfet et IGAME pour les départements de l'Est algérien, il a instauré un système de répression dans lequel la torture est systématique, les exécutions sommaires courantes. [A] Paris en 1958, il répond à une campagne d'attentats menés en métropole par le FLN en organisant des rafles massives de « Français musulmans d'Algérie ». [Il] crée la Force de police auxiliaire, constituée de harkis, qui pratique la torture ; il fait ouvrir le Centre d'identification de Vincennes, où peuvent être internés, sur simple décision administrative, sans jugement, les Nord-Africains « suspects ». M. Papon va jusqu'à instaurer, le 1er septembre 1958, un couvre-feu pour les Nord-Africains. Boycotté par le Front de libération nationale algérien (FLN), il tombe peu à peu en désuétude. Au cours des opérations de police, des internements, des rafles et des « contrôles » par les harkis, des hommes disparaissent. De nombreuses plaintes sont déposées, pour torture, pour meurtre ; malgré l'accumulation de témoignages accablants, malgré les constatations de sévices par des médecins, malgré le nombre de disparitions, aucune plainte n'aboutira. (…)

Ces violences s'ajoutent à la condition extrêmement dure qui est faite par ailleurs aux travailleurs nord-africains en métropole. Dans leur très grande majorité, ce sont des célibataires que de grandes firmes industrielles françaises ont fait venir par contingents : la France manque de main-d'œuvre (…). Ils vivent dans des hôtels à Paris ou dans des bidonvilles, comme à Nanterre. La surpopulation et l'isolement forcé qu'ils subissent tiennent à la fois à leur pauvreté et au refus des propriétaires français de leur louer des appartements. Les Algériens « immigrés » en métropole sont très strictement encadrés par le FLN. Cela signifie en particulier que tous sont contraints de cotiser – ceux qui refusent risquent la mort.

D'août 1961 au couvre-feu d'octobre

En août 1961, les rafles et les perquisitions s'intensifient, les violences et les détentions arbitraires, au faciès, se multiplient. Ce redoublement de l'offensive policière se produit alors que le FLN a cessé ses attentats à Paris et en banlieue depuis plusieurs semaines. Les attentats de l'Organisation armée secrète (OAS) deviennent au même moment de plus en plus nombreux, visant parfois des hôtels où vivent des Algériens. (…) En août 1961, le Président Charles de Gaulle (…) démet de ses fonctions le garde des Sceaux Edmond Michelet, favorable depuis longtemps à la négociation avec le FLN. Il cède ainsi à la pression de son Premier ministre Michel Debré, lequel est profondément partisan de l'Algérie française. En renvoyant Edmond Michelet, il signifie qu'il accepte le durcissement de la répression contre les « Français musulmans d'Algérie ».

Le FLN décide, fin août 1961, de reprendre sa campagne d'attentats en métropole. Les policiers sont visés ; onze d'entre eux seront tués et dix-sept autres blessés de la fin août au début d'octobre 1961. A la suite de ces attentats, trois organisations syndicales de policiers, dont la principale, se constituent en un Comité permanent de coordination et de défense, et exigent du pouvoir des exécutions de condamnés à mort et un couvre-feu pour les Nord-Africains. A partir de septembre 1961, des rafles massives sont organisées [et] des personnes disparaissent. C'est aussi à partir de septembre que l'on commence à entendre parler de cadavres de Nord-Africains retrouvés dans la Seine. A la pression des policiers, qui parlent de « se faire justice soi-même », M. Papon répond par un discours sans ambiguïté : le 2 octobre, aux obsèques d'un policier, il déclare : « Pour un coup rendu, nous en porterons dix », puis, plus tard, il assure les policiers que, s'ils tirent les premiers, ils seront « couverts ». Le 5 octobre, il instaure un couvre-feu pour les « Français musulmans d'Algérie ». (…)

La manifestation

Le FLN décide d'organiser un boycott du couvre-feu. (…) Alors que les attentats s'inscrivaient dans une logique de clandestinité et de guerre, [c]e boycott (…) doit prendre la forme d'une manifestation pacifique de masse, au grand jour (…) dans tout Paris, le long des artères principales de la ville. Tous doivent y participer, les familles entières. Les manifestants ont la consigne de ne répondre à aucune provocation, à aucune violence ; des cadres du FLN les fouillent avant la manifestation pour s'assurer qu'ils n'ont rien qui puisse servir d'arme. (…) Il s'agit non seulement pour la Fédération de France du FLN de démontrer son emprise sur les Algériens en métropole, mais aussi de faire exister aux yeux des Français le peuple algérien. A l'institutionnalisation de l'arbitraire et du racisme, il faut répondre par la revendication d'une existence politique. Les dirigeants de la Fédération de France estiment que la répression qui ne peut manquer de s'abattre sur les manifestants mettra en lumière la violence du pouvoir et la légitimité de la lutte du peuple algérien pour son indépendance.

Au matin du mardi 17 octobre, (…) des cars de police quadrillent la ville, des policiers cernent les bouches de métro aux portes de Paris. (…) A la sortie des métros Etoile, Opéra, dans les couloirs de la station Concorde, sur les Grands Boulevards, les manifestants seront systématiquement matraqués, à coups de crosse, de gourdin, de bâton, souvent jusqu'à ce qu'ils s'effondrent. [Ils] ne font montre à aucun moment d'aucune violence ni d'aucune résistance. Sur le boulevard Bonne-Nouvelle, au pont de Neuilly, au Pont-Neuf d'Argenteuil et en d'autres lieux, les policiers tirent sur les manifestants. Sur les ponts aux portes de Paris et sur le pont Saint-Michel, des hommes sont précipités à la Seine. En plein Paris et pendant plusieurs heures se déroule une véritable chasse au faciès, à laquelle la population parisienne assiste et collabore même parfois. Le préfet de police M. Papon suit toutes les opérations et se rend lui-même à l'Etoile, pour constater leur « bon déroulement ». Il a aussi connaissance de toutes les liaisons radio de la police. Il sait donc que de faux messages d'information circulent selon lesquels des policiers auraient été tués. Il ne les démentira pas.

Plus de dix mille Algériens sont interpellés. Ils sont internés au palais des Sports, au Parc des Expositions, au stade de Coubertin, au Centre d'identification de Vincennes, pendant près de quatre jours. (…) A leur arrivée, les manifestants sont systématiquement battus. Dans l'enceinte des lieux d'internement, on assiste à des exécutions et nombreux sont ceux qui meurent de blessures non soignées. Au lendemain de la manifestation, le bilan officiel est de deux morts algériens. Il fait état de « tirs échangés » entre la police et les manifestants. Malgré les efforts de quelques parlementaires, le gouvernement empêche la création d'une commission d'enquête. Aucune des plaintes déposées n'aboutira.

S'il n'est pas possible de déterminer exactement combien d'Algériens furent tués le 17 octobre 1961 et les jours qui suivirent, il reste que le chiffre de plusieurs centaines de morts, avancé par J-L. Einaudi dans son livre *La Bataille de Paris* (…), est le plus vraisemblable. De nombreuses archives administratives qui auraient été essentielles au dénombrement des victimes ont aujourd'hui disparu. Cela explique pourquoi le rapport Mandelkern – commandité par le gouvernement (…) – et le livre de J-P. Brunet, qui tous deux se fondent sur les archives existantes de la préfecture de police, concluent à un nombre de morts bien inférieur – autour d'une quarantaine. Le rapport Mandelkern reprend du reste à son compte la version selon laquelle des tirs auraient été échangés entre les manifestants et la police.

Charlotte Nordmann
(extraits d'un article publié sous ce titre)

QUI SOMMES-NOUS ?

Le capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au long du XXe siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.?

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possibles, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord qu'ils soient.

Communistes...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition.

Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires. Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avanceions générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs.

Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les soviets dans la Russie de 1917, l'insurrection makhnoviste en Ukraine de 1918 à 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.?

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouirt plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et les échanges pour son propre compte. Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

... et libertaires

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte. Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auront plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin, modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits. Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale - dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Nous contacter en page 2
Soutenir nos actions en page 28